

EVIDENCE

OTTAWA, Tuesday, October 31, 2023

The Standing Senate Committee on Indigenous Peoples met with videoconference this day at 9 a.m. [ET] to examine the federal government's constitutional, treaty, political and legal responsibilities to First Nations, Inuit and Métis peoples and any other subject concerning Indigenous Peoples.

Senator Brian Francis (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, I would like to begin by acknowledging that the land on which we gather is the traditional, ancestral and unceded territory of the Anishinaabe Algonquin Nation. It is now home to many other First Nations, Métis and Inuit peoples from across Turtle Island.

I am Mi'kmaw Senator Brian Francis from Epekwitk, also known as Prince Edward Island, and I am the Chair of the Committee on Indigenous Peoples.

I will now ask committee members in attendance to introduce themselves by stating their name and province or territory.

Senator Arnot: David Arnot, senator from Saskatchewan. I live in Treaty 6 territory.

Senator Prosper: Senator Paul Prosper. I am from Nova Scotia, the traditional territory of the Mi'kmaq people.

Senator Sorensen: Karen Sorensen from Alberta. I live in Banff National Park, Treaty 7 territory.

Senator Coyle: Mary Coyle, Antigonish, Nova Scotia, Mi'kma'ki.

Senator Audette: *Kwe.* Michèle Audette, Quebec.

The Chair: Today, we are continuing our study into the effectiveness of the Canadian human rights framework in the promotion, protection and realization of the rights of Indigenous peoples. Specifically, we are considering whether existing mechanisms could be improved, or whether new ones are required, including Indigenous-specific.

I would now like to introduce our witnesses. From the Piikani Nation, we welcome Neil Sharp Adze Jr., Councillor. And from the Siksika Nation, we welcome Marsha Wolf Collar, Minor Chief; and Lou Ann Solway, Minor Chief. *Wela'lin.* Thank you all for joining us today.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mardi 31 octobre 2023

Le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones se réunit aujourd'hui, avec vidéoconférence, à 9 heures (HE), pour étudier les responsabilités constitutionnelles, politiques et juridiques et les obligations découlant des traités du gouvernement fédéral envers les Premières Nations, les Inuits et les Métis et tout autre sujet concernant les peuples autochtones.

Le sénateur Brian Francis (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Honorables sénateurs et sénatrices, j'aimerais commencer par reconnaître que les terres sur lesquelles nous nous réunissons sont le territoire traditionnel, ancestral et non cédé de la nation algonquine anishinabe. Il abrite maintenant de nombreux autres peuples des Premières Nations, des Métis et des Inuits de l'ensemble de l'île de la Tortue.

Je suis Brian Francis, sénateur micmac d'Epekwitk, aussi connu sous le nom d'Île-du-Prince-Édouard, et je suis le président du Comité des peuples autochtones.

J'inviterai maintenant les membres du comité à se présenter en disant leur nom et leur province ou leur territoire.

Le sénateur Arnot : David Arnot, sénateur de la Saskatchewan. Je vis sur le territoire visé par le Traité n° 6

Le sénateur Prosper : Sénateur Paul Prosper. Je viens de la Nouvelle-Écosse, le territoire traditionnel des Micmacs.

La sénatrice Sorensen : Karen Sorensen, de l'Alberta. Je vis dans le parc national Banff, sur le territoire visé par le Traité n° 7.

La sénatrice Coyle : Mary Coyle, de Antigonish, en Nouvelle-Écosse, micmaque.

La sénatrice Audette : *Kwe.* Michèle Audette, du Québec.

Le président : Aujourd'hui, nous poursuivons notre étude sur l'efficacité du cadre canadien des droits de la personne dans la promotion, la protection et la réalisation des droits des peuples autochtones. En particulier, nous examinons si les mécanismes existants pourraient être améliorés ou si de nouveaux mécanismes sont requis, y compris des mécanismes propres aux Autochtones.

J'aimerais maintenant présenter nos témoins. Nous accueillons Neil Sharp Adze Jr., conseiller, de la Nation Piikani. Nous avons Marsha Wolf Collar, cheffe mineure; et Lou Ann Solway, cheffe mineure, de la Nation Siksika. *Wela'lin.* Merci à vous tous de vous joindre à nous aujourd'hui.

Witnesses will provide opening remarks of approximately five minutes, followed by a question-and-answer session with senators. I will now invite Neil Sharp Adze Jr. to give his opening remarks.

Neil Sharp Adze Jr., Councillor, Piikani Nation: I'm from the Blackfoot Confederacy territory, which is part of Treaty 7. I'm honoured to be speaking to everybody here today. A lot of work still needs to be done for the treaties and the treaty implementations for our people. I am just speaking for the Piikani Nation, but I'm sure it would resonate with the other members from the Blackfoot Confederacy at this meeting, as well as the other Indigenous people at this meeting.

When we're looking at the treaties, the constitutional protections and the human rights of the Indigenous people of Turtle Island, it's evident that our people are not being treated equally compared to the other humans who live on Turtle Island.

The Piikani people are experiencing encroachment, which is one of the reasons we signed treaties in the first place. We're experiencing encroachment on our territories. From the beginning, the encroachment was impacting our people, our way of life and our way to practise ceremonies. Our ceremonies were pushed out, as everybody is aware — they were made illegal. We had to start practising them underground. They are a source of strength and identity for our people that separates us from the other people on Turtle Island. Practising the ceremonies is still a struggle today for the Piikani Nation people.

We had a sun dance during the summertime, and the repair work on the Lethbridge Northern Irrigation District limited our ability to harvest our necessary elements from the earth to be able to practise our ceremonies properly. However, we were still able to complete the ceremony within the confinements of the waters because we're not able to cross the water bodies when we're collecting or harvesting our items for the ceremonies.

The encroachment of our people is only being expanded today by the number of immigrants who are being welcomed into our country. Our people have always welcomed other people into our nation; however, our people understood the carrying capacities for our land. One of our prominent medicine men — if you want to call him that — brings down the sun. He understood the importance of carrying capacities on our land in that he would tell our people to go away from our campsites, and to collect in our woods and hunt animals for whatever was necessary. They would leave our campsites and go into the mountains, where things were abundant for us to capture them. Today, our people aren't able to practise those things because of parks and recreation. The Indigenous people, the First Nations people, of

Les témoins présenteront une déclaration liminaire d'environ cinq minutes, qui sera suivie d'une période de questions et de réponses avec les sénateurs. J'inviterai maintenant Neil Sharp Adze Jr. à présenter sa déclaration liminaire.

Neil Sharp Adze Jr., conseiller, Nation Piikani : Je viens du territoire de la Confédération des Pieds-Noirs, qui fait partie du Traité n° 7. Je suis honoré de m'adresser à tout le monde ici présent aujourd'hui. Beaucoup de travail doit encore être fait pour les traités et la mise en œuvre des traités pour nos peuples. Je parle uniquement au nom de la Nation Piikani, mais je suis sûr que mes propos trouveront un écho auprès des autres membres de la Confédération des Pieds-Noirs présents à la réunion, ainsi que d'autres membres autochtones qui assistent à la réunion.

Lorsque nous examinons les traités, les protections constitutionnelles et les droits de la personne des Autochtones de l'île de la Tortue, il est évident que nos peuples ne sont pas traités également par rapport aux autres humains qui vivent sur cette île.

Les membres de la Nation Piikani subissent un empiètement, et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons signé des traités en premier lieu. Nous subissons un empiètement sur nos territoires. Depuis le début, l'empiètement avait une incidence sur nos gens, notre mode de vie et notre façon de pratiquer les cérémonies. Nos cérémonies ont été écartées, comme tout le monde le sait : elles ont été rendues illégales. Nous avons dû commencer à les pratiquer clandestinement. Elles sont une source de force et d'identité pour nos membres qui nous séparent des autres populations sur l'île de la Tortue. La pratique des cérémonies est encore difficile aujourd'hui pour les membres de la Nation Piikani.

Nous avons organisé une danse du soleil à l'été, et les travaux de réparation en cours au district d'irrigation du nord de Lethbridge ont limité notre capacité de récolter les éléments nécessaires de la Terre pour pouvoir pratiquer correctement nos cérémonies. Toutefois, nous avons tout de même été en mesure d'effectuer la cérémonie dans les limites des eaux parce que nous ne pouvons pas traverser les plans d'eau lorsque nous recueillons ou récoltons nos objets pour les cérémonies.

L'empiètement sur nos populations est élargi encore davantage aujourd'hui par le nombre d'immigrants accueillis dans notre pays. Notre peuple a toujours accueilli d'autres peuples dans notre nation; cependant, notre peuple comprenait la capacité de charge de notre terre. L'un de nos grands guérisseurs — si vous voulez l'appeler ainsi — fait descendre le soleil. Il comprenait l'importance de la capacité de charge de nos terres en disant à notre peuple de s'éloigner de nos campements, de ramasser dans nos bois et de chasser des animaux pour obtenir tout ce qui était nécessaire. Ils quittaient nos campements et allaient dans les montagnes, où les choses étaient abondantes pour les capturer. Aujourd'hui, notre peuple ne peut plus pratiquer ces activités à cause des parcs et des loisirs. Les peuples autochtones, les

this area — specifically the Blackfoot Confederacy members who were the stewards of the land — are unable to practise that today because parks and recreation took that responsibility from us. We see the end result of what they did with all the forest fires that happened.

When we did the sound test for this meeting, I mentioned that we still have bears living in our river valley. Normally, they would be migrating into the mountains to go and hibernate. However, because of all the wildfires, our ancestors in the bear — *kiááyo*, as we call them — aren't able to return to those areas naturally for themselves. This is a great concern for us because our bears are a source of protection for us — one of our strong ancestors that we have in our lives. They're not able to go up in our prayers. We pray that the berries grow thick, the grass grows high and the waters flow through so that all the animals that gave us our songs and our stories can live the lives that they should be able to live without any harm. As humans, that's the same thing we're asking for — that same protection.

When you look at the treaties, we have limited success in them. The Prime Minister is able to have treaty negotiations with the “Three Amigos” in regard to the North American Free Trade Agreement, or NAFTA. They're able to renegotiate the terms of those treaties. But our treaties are still not meeting the needs of what our people asked for when we originally had them. We have an opioid crisis on the reserve.

The First Nations people signed those treaties. The Piikani signed those treaties to push out the whisky traders who were poisoning our people. That's why we made the relationship with Colonel Macleod: to push out those whisky traders. Today, we have opioid dealers surrounding our community. When we have big settlements, like in Siksika and Kainai, the predators and the vultures start to come around and attack our people, selling them harmful drugs and taking away all the money that our people are receiving in these big settlements. It's only causing more harm to our people.

A lot of work needs to be done. We're limited in economic development because of what the mineral agreements did to our people — taking away minerals from our people so that we're not able to be successful in any type of economy. We have terms like usufructuary rights that take away our ability to do any meaningful development on our lands. When you look at usufructuary rights, the Crown owns the underlying title to everything. They claim the underlying title to anything that's in the lines of usufructuary rights, yet our housing on our nation — which would fall into those lines — is in a state of repair. We need major repairs to all of our housing on the nation. That's just

Premières Nations de cette région — en particulier les membres de la Confédération des Pieds-Noirs qui étaient les gardiens de la terre — ne peuvent plus le faire aujourd'hui parce que les parcs et les loisirs nous ont enlevé cette responsabilité. Nous voyons le résultat final de ce qu'ils ont fait avec tous les incendies de forêt qui se sont produits.

Lorsque nous avons effectué le test de son pour la réunion, j'ai mentionné qu'il y a encore des ours qui vivent dans notre vallée fluviale. Habituellement, ils migreraient vers les montagnes pour aller hiberner. Cependant, à cause de tous les incendies de forêt, nos ancêtres chez l'ours — *kiááyo*, comme nous les appelons — ne sont pas capables de retourner dans ces zones naturellement, pour eux-mêmes. C'est une grande préoccupation pour nous, parce que nos ours sont une source de protection pour nous, l'un de nos grands ancêtres dans notre vie. Ils ne peuvent pas monter dans nos prières. Nous prions pour que les baies soient abondantes, que l'herbe soit haute et que l'eau coule afin que tous les animaux qui nous ont donné nos chansons et nos histoires puissent vivre la vie qu'ils devraient pouvoir vivre sans aucun mal. En tant qu'humains, c'est la même chose que nous demandons : cette même protection.

En ce qui concerne les traités, nos succès sont limités. Le premier ministre est en mesure de négocier des traités avec les « trois amigos » concernant l'Accord de libre-échange nord-américain, ou ALENA. Ils parviennent à négocier les conditions de ces traités, mais nos traités ne répondent toujours pas à ce que nos peuples ont demandé lorsque nous les avons conclus à l'origine. Nous connaissons une crise des opioïdes dans la réserve.

Les peuples des Premières Nations ont signé ces traités. La Nation Piikani a signé ces traités pour repousser les trafiquants de whiskey qui empoisonnaient notre peuple. C'est pourquoi nous avons établi la relation avec le colonel Macleod : pour repousser ces trafiquants de whiskey. Aujourd'hui, des trafiquants d'opioïdes entourent notre communauté. Lorsque nous avons de grands établissements, comme dans la Nation Siksika et la Nation Kainai, les prédateurs et les vautours commencent à s'en prendre à notre peuple, à lui vendre des drogues dangereuses et à lui enlever tout l'argent que nos gens reçoivent dans ces grands établissements. Cela ne fait que causer plus de tort à notre peuple.

Beaucoup de travail doit être fait. Notre capacité en matière de développement économique est limitée à cause de ce que les ententes sur l'exploitation minière ont fait à notre peuple : enlever les minéraux à nos peuples pour que nous ne puissions pas réussir dans tout type d'économie. Nous avons des modalités comme des droits d'usufruit qui nous empêchent d'effectuer tout type de développement concret sur nos terres. En ce qui concerne les droits d'usufruit, la Couronne détient le titre sous-jacent de tout. Elle revendique le titre sous-jacent de tout ce qui relève des droits d'usufruit, et pourtant, nos logements dans notre nation — qui tomberaient dans ces catégories — sont en mauvais état.

our nation, but I'm sure it is the same across North America, specifically in the Canadian region. This impacts us.

On top of that, we had a Jay Treaty conference not too long ago. All of our people shared the impacts of not being able to cross the forty-ninth parallel or the "Medicine Line."

There's lots of work that needs to be done in terms of treaty and human rights as a fundamental issue.

Those are my opening remarks. Thank you for listening.

The Chair: Thank you, Mr. Sharp Adze.

I invite Marsha Wolf Collar and Lou Ann Solway to give their opening remarks. They are going to share five minutes.

Marsha Wolf Collar, Minor Chief, Siksika Nation: [*Indigenous language spoken*] which means "holy rapid woman."

Good morning, everyone and Senate. Thank you for this time and opportunity to speak.

In regard to the focus today — which is your study that is looking at the establishment of an independent national Indigenous and human rights ombudsman, as well as a national Indigenous and human rights tribunal — while also looking at the other theme in regard to the missing and murdered Indigenous women, I go back to the things that are the root cause, and I think about how important this meeting is today.

I look at some of the historical trauma — we're all aware of the 215 children in British Columbia — but also at the discrimination and the violence rooted in colonialism.

As an Indigenous woman, I — and many others — continue to face structured and systemic racism. Those are some of our realities. There's a lot of systemic racism that comes with the barriers that we have to continually live with day-to-day.

Some of these barriers, as many of you know, are about accessing services, and this disproportionately impacts Indigenous peoples, especially Indigenous women and those residing in remote communities.

Nous avons besoin de réparations importantes pour tous nos logements de la nation. Il ne s'agit que de notre nation, mais je suis sûr que c'est la même chose dans toute l'Amérique du Nord, en particulier dans la région canadienne. Cela a une incidence sur nous.

En plus de cela, nous avons tenu il n'y a pas longtemps une conférence sur le Traité de Jay. Tous nos gens ont mentionné les répercussions du fait de ne pas être en mesure de franchir le 49^e parallèle ou la « Medicine Line ».

Beaucoup de travail doit être fait en ce qui concerne les droits issus de traités et les droits de la personne en tant que question fondamentale.

C'était ma déclaration liminaire. Merci de m'avoir écouté.

Le président : Merci, monsieur Sharp Adze.

J'invite Marsha Wolf Collar et Lou Ann Solway à présenter leurs déclarations liminaires. Elles vont partager les cinq minutes.

Marsha Wolf Collar, cheffe mineure, Nation Siksika : [*Mots prononcés dans une langue autochtone*], ce qui signifie « femme sainte et rapide ».

Bonjour à tous et au Sénat. Merci de m'accorder le temps et la possibilité de m'exprimer.

En ce qui concerne l'objet d'intérêt aujourd'hui — qui est votre étude portant sur la création d'un poste d'ombudsman national indépendant des droits des Autochtones et des droits de la personne, ainsi que d'un tribunal national des droits des Autochtones et des droits de la personne — qui porte à la fois sur l'autre thème concernant les femmes autochtones disparues et assassinées, je reviens aux éléments qui constituent la cause profonde, et je pense à quel point la réunion d'aujourd'hui est importante.

Je me penche sur certains des traumatismes historiques — nous sommes tous au courant des 215 enfants en Colombie-Britannique — mais aussi sur la discrimination et la violence ancrées dans le colonialisme.

En tant que femme autochtone, je continue — tout comme de nombreuses autres personnes — de faire face à du racisme structuré et systémique. Ce sont certaines de nos réalités. Beaucoup de racisme systémique accompagne les obstacles avec lesquels nous devons vivre continuellement au quotidien.

Certains de ces obstacles, comme bon nombre d'entre vous le savent, concernent l'accès aux services, et cela nuit de manière disproportionnée aux Autochtones, en particulier aux femmes autochtones et à ceux qui résident dans les collectivités éloignées.

I also want to speak to the geographic situation. For Siksika Nation — and I know Piikani Nation — we are about an hour east of the city of Calgary. We are quite isolated. We are the second-largest land base in Canada. Our community has approximately 8,000 members. I believe there is about 54% to 55% living on the reserve. The others are living off-reserve. A lot of it has to do with the lack of housing. A lot of it also has to do with the lack of resources that Indigenous populations don't have access to.

I know that Councillor Sharp Adze mentioned the impacts that we are experiencing in our communities in southern Alberta. That has to do with the opioid crisis.

One of these things that reverts me back is the lack of essential services. We need to develop policy around that, in other words, especially with policing. For Siksika Nation, we are moving forward with the establishment of our own stand-alone agreement with Alberta and Canada. This has been ongoing for probably close to 15 years, trying to re-establish our policing agreement.

There are a lot of issues that we are experiencing in our communities due to the lack of essential services, such as the right to safety, those coming around with funding and all of that stuff. The funding oftentimes isn't sustainable in our communities, or just isn't enough.

There are a lot of root causes. The government really needs to consider some of these key things. We are about 25 minutes away from the next municipality, and that is Strathmore, Alberta. We don't have the opportunity for those same resources. It is really challenging for many Indigenous communities, not only Siksika Nation.

I would like to hand it over to my colleague Minor Chief Solway to speak on her opening remarks. Thank you.

Lou Ann Solway, Minor Chief, Siksika Nation: Good morning. My name is Lou Ann Solway. My Blackfoot name is [*Indigenous language spoken*] which means “night attack woman.”

To reflect too, and to chime in, if you look at every First Nation, there are two policing forms that exist: children's services and the local police, whether it be the RCMP or self-administered policing.

Those approaches really have impacted our First Nations community as well. The approaches are more like a fear tactic. Anybody who is in fear of those approaches would naturally and normally ignore a process like that.

Je veux également parler de la situation géographique. Pour ce qui est de la Nation Siksika — et je connais la Nation Piikani — nous nous trouvons à environ une heure à l'est de la ville de Calgary. Nous sommes assez isolés et nous sommes le deuxième territoire en importance au Canada. Notre communauté compte environ 8 000 membres. Je pense qu'environ 54 ou 55 % d'entre eux vivent dans la réserve. Les autres vivent hors réserve. Cela s'explique en grande partie par le manque de logements et également à voir avec le manque de ressources, des ressources auxquelles les populations autochtones n'ont pas accès.

Je sais que le conseiller Sharp Adze a mentionné les conséquences que nous subissons dans nos collectivités du Sud de l'Alberta. Cela a à voir avec la crise des opioïdes.

Une des choses qui me font revenir en arrière, c'est le manque de services essentiels. Autrement dit, nous devons élaborer une politique à cet égard, surtout en ce qui concerne les services de police. Pour la Nation Siksika, nous allons de l'avant avec la création de notre propre entente indépendante avec l'Alberta et le Canada. Cela dure depuis probablement près de 15 ans, alors que nous essayons de rétablir notre entente sur les services de police.

Nos collectivités se heurtent à beaucoup de problèmes en raison du manque de services essentiels, comme le droit à la sécurité, ceux qui viennent avec du financement et toutes ces choses. Souvent, dans notre collectivité, le financement n'est pas durable ou n'est tout simplement pas suffisant.

Il y a beaucoup de causes profondes. Le gouvernement doit vraiment examiner certains de ces éléments essentiels. Nous nous trouvons à environ 25 minutes de la prochaine municipalité, Strathmore, en Alberta. Nous n'avons pas accès à ces mêmes ressources. C'est vraiment difficile pour de nombreuses collectivités autochtones, pas seulement pour la Nation Siksika.

J'aimerais céder la parole à ma collègue, la cheffe mineure Solway, pour qu'elle présente sa déclaration liminaire. Merci.

Lou Ann Solway, cheffe mineure, Nation Siksika : Bonjour. Je m'appelle Lou Ann Solway. Mon nom en pied-noir est [*mots prononcés dans une langue autochtone*] ce qui signifie « femme qui attaque la nuit ».

En guise de réflexion et d'intervention également... si vous regardez chaque Première Nation, il existe deux formes de services de police, soit les services à l'enfance et la police locale, qu'il s'agisse de la GRC ou de services de police autogérés.

Ces approches ont vraiment eu une incidence sur notre communauté des Premières Nations également. Il s'agit davantage d'une tactique de peur. Toute personne qui a peur de ces approches ferait naturellement et normalement fi d'un tel processus.

You see that a high percentage of the population is flooding these two areas, especially women in regard to domestic violence — some type of criteria that has been recognized that they're not capable of caring for their children.

The court system here — literally on a daily basis — creates a lot of the data where sometimes you question whether it's necessary, or if it's actually realistic data that could have been mediated as a known community, traditional approach of policing our people. As my colleague said, for policing that is self-administered, when we do implement that policing force, we have to make sure that we do have a full grip on how it's being policed rather than how we're policed today, which creates a lot of the additional challenges that we're trying to tackle in our First Nations communities.

Those are the things that we're up against every day that concerns us about how we are treated as a First Nations community, and as First Nations people across Canada, not just in Siksika Nation. Thank you.

The Chair: Thank you, Minor Chief Solway and Minor Chief Wolf Collar.

We will now move on to questions from senators. To help keep us on time and to ensure equity for all senators, each senator will have five minutes for a question-and-answer exchange. We will have a second round of questions if time permits.

We'll start with our deputy chair, Senator Arnot.

Senator Arnot: Good morning to all the witnesses. Thank you for coming today to speak to us about this very important topic: the creation of an independent national Indigenous and human rights ombudsperson, and the creation of a national Indigenous and human rights tribunal.

The theory behind this is very strong because it seems that the existing mechanisms have failed, and Indigenous people don't have confidence in the existing mechanisms for reasons that have been explained well.

It's important to get the foundation for these new entities correct from the start. It's an important opportunity, when you construct these new mechanisms, to promote and protect treaty rights, Indigenous rights and human rights.

I have a concern that I would like you to address. It's possible that these new entities could become a colonial institution. We need to incorporate protections to make sure that doesn't happen

Vous voyez qu'un pourcentage élevé de la population abonde dans ces deux domaines, en particulier les femmes pour ce qui est de la violence conjugale, un type de critère qui a été reconnu, soit qu'elles étaient incapables de s'occuper de leurs enfants.

Le système judiciaire ici — littéralement chaque jour — crée beaucoup de données où l'on se demande parfois si c'est nécessaire ou si ce sont des données réalistes qui auraient pu faire l'objet d'une médiation dans le cadre d'une approche traditionnelle et communautaire connue de maintien de l'ordre pour notre population. Comme l'a dit ma collègue, dans le cas de services de police autogérés, lorsque nous mettons en place cette force de police, nous devons nous assurer que nous avons une maîtrise parfaite de la manière dont ces services sont administrés, plutôt que de la manière dont ils le sont aujourd'hui, ce qui crée de nombreux défis supplémentaires que nous essayons de relever dans nos collectivités des Premières Nations.

Ce sont les choses auxquelles nous devons faire face chaque jour qui nous préoccupent quant à la façon dont on nous traite en tant que collectivités des Premières Nations et que peuples des Premières Nations dans l'ensemble du Canada, pas seulement dans la Nation Siksika. Je vous remercie.

Le président : Merci, cheffe mineure Solway et cheffe mineure Wolf Collar.

Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs. Pour nous aider à respecter le temps imparti et garantir l'équité pour tous les sénateurs, chaque sénateur aura cinq minutes pour un échange de questions et de réponses. Nous aurons un deuxième tour de questions si le temps le permet.

Nous allons commencer par notre vice-président, le sénateur Arnot.

Le sénateur Arnot : Bonjour à tous les témoins. Merci d'être venus aujourd'hui pour nous parler de ce sujet très important : la création d'un bureau de l'ombudsman national indépendant des droits des Autochtones et des droits de la personne et la création d'un tribunal national des droits des Autochtones et des droits de la personne.

La théorie qui sous-tend leur création est très forte, parce qu'il semble que les mécanismes existants ont échoué, et les peuples autochtones ne font pas confiance aux mécanismes existants pour des raisons qui ont été bien expliquées.

Il est important de jeter les bases de ces nouvelles entités dès le départ. C'est une occasion importante, lorsque vous construisez ces nouveaux mécanismes, de promouvoir et de protéger les droits issus de traités, les droits des Autochtones et les droits de la personne.

J'ai une préoccupation que j'aimerais que vous abordiez. Il est possible que ces nouvelles entités deviennent une institution coloniale. Nous devons intégrer des mesures de protection pour

in order to ensure Indigenous world views, ways of knowing and cultures are respected in these new entities, and perhaps a different mechanism for conflict resolution because the old model is all about litigation in courts, tribunals and such.

What are your concerns about this new model? How do you see it working in a way that respects Indigenous peoples' values? What would you like to see, or what should we keep in mind?

Ms. Wolf Collar: Thank you for your question. It's a good one.

Your concern is very real in regard to how we get more Indigenous involvement. One of the things that we focus on is inclusivity. I especially encourage the Indigenous women in and around my community to get involved not only with committees but also with boards — have a voice at that table.

In Siksika, we have our own peacemaking, *Aiskapimohkiiks*, where we come together. It's our own mediation. If our community has conflicting issues, we go back to the elders. These are elders who have influence and a lot of respect in our community as well. There's a term that is often used: grassroots. It's about keeping it grassroots and keeping it community-based.

In my own experience, if it gets really political, that's where you kind of lose focus. To maintain the integrity and keep those individuals with our elders is important. It's really key that our elders play an important role in all of this. They have so much wisdom, knowledge and experience to give not only to Indigenous communities, but also to new politicians and to new federal people that are coming on board. A lot of important information could be shared with them, and it's also about going back to our Indigenous ways. In Siksika, we call it "Siksika ways of knowing," or "Blackfoot ways of knowing," and how we address ourselves as Indigenous people. Thank you.

Mr. Sharp Adze: I would like to give a reply to that as well. A big step forward would be if Canada implements the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, or UNDRIP, in its full entirety, and gives the Indigenous people — the First Nations people of what you call Canada today — unburdened access to the United Nations. Right now, we're crying to the people that assaulted us. We're crying to those people for help and protection when the colonial laws and the systemic racism of Canada are impacting our people. Having

nous assurer que cela ne se produit pas et que les visions du monde, les modes de connaissance et les cultures autochtones sont respectés dans ces nouvelles entités, et peut-être un mécanisme différent pour la résolution des conflits, car l'ancien modèle est axé sur les litiges dans les cours, les tribunaux, et cetera.

Quelles sont vos préoccupations concernant ce nouveau modèle? Comment pensez-vous qu'il puisse fonctionner dans le respect des valeurs des peuples autochtones? Qu'aimeriez-vous voir ou que devrions-nous garder à l'esprit?

Mme Wolf Collar : Je vous remercie de poser la question. C'est une bonne question.

Votre préoccupation est très réelle pour ce qui est de la façon dont nous pouvons susciter une plus grande participation des Autochtones. L'une des choses sur lesquelles nous nous concentrons est l'inclusivité. J'encourage tout particulièrement les femmes autochtones dans ma collectivité et au-delà à participer non seulement aux comités, mais également aux conseils, d'avoir une voix à cette table.

À Siksika, nous avons notre propre processus de paix, *Aiskapimohkiiks*, où nous nous réunissons. C'est notre propre processus de médiation. Si notre communauté est confrontée à des problèmes conflictuels, nous nous tournons vers les Aînés. Ces Aînés exercent une certaine influence et sont beaucoup de respectés dans notre communauté. Il y a un terme souvent utilisé: la base. Il s'agit de faire en sorte que les choses restent au niveau de la base et de la communauté.

Selon ma propre expérience, c'est lorsque les enjeux deviennent très politiques que vous perdez de vue l'objectif. Maintenir l'intégrité et garder ces personnes auprès de nos Aînés est important. Il est vraiment essentiel que nos Aînés jouent un rôle important dans tout cela. Ils ont énormément de sagesse, de connaissances et d'expérience à transmettre non seulement aux collectivités autochtones, mais également aux nouveaux politiciens et aux nouveaux fonctionnaires fédéraux qui entrent en fonction. Beaucoup de renseignements importants pourraient leur être communiqués, et il s'agit également de revenir à nos façons de faire autochtones. À Siksika, nous appelons cela « les modes de connaissance de la Nation Siksika » ou « les modes de connaissance des Pieds-Noirs », et la façon dont nous nous adressons à nous-mêmes en tant que peuple autochtone. Je vous remercie.

M. Sharp Adze : J'aimerais également fournir une réponse. Un grand pas en avant serait que le Canada mette en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, ou DNUDPA, dans son intégralité, et fournisse aux peuples autochtones — les peuples des Premières Nations de ce que vous appelez aujourd'hui le Canada — un accès libre aux Nations unies. En ce moment, nous pleurons devant ceux qui nous ont agressés. Nous exhortons ces gens à nous aider et à nous protéger lorsque les lois coloniales et le racisme systémique

UNDRIP fully implemented, without any restrictions and in its full, entire nature, would be a real and true answer to that. That would be doing things like eliminating the Natural Resources Transfer Agreement, and moving into those things so that our people can have unburdened, full access to our lands. By giving us that, as well as what Minor Chief Wolf Collar mentioned, it's about allowing people to have that full, unburdened access, and to do it our way. We've had the solutions since contact to help our people.

As you know, the hiring of lawyers and all of that stuff became illegal for our people. Today, we're now able to hire lawyers. We're able to talk to people, and we're able to gather in groups of more than five without being reprimanded and hauled away to jail. I think that unburdened access or implementation of UNDRIP would be the First Nations peoples' answer to this, and getting a seat at the United Nations table, specifically at a Blackfoot Confederacy level, would be a good answer for that instead of continuing that paternalistic relationship.

Another big concern is the off-loading of responsibilities. The original treaties that we had were signed with the Crown, and there is little to no answer coming from it unless they're asking how their Indians are doing. I really think that would be something to consider. Thank you for your time.

Senator Arnot: Thank you. Those are very helpful.

Senator Sorensen: Thank you for being here. Of course, I'm delighted to be meeting with my neighbours of Treaty 7 territory today. It's nice to see you. It's cold here, too, if it makes you feel better. I was just home for the weekend.

My question is along the lines of the Blackfoot Confederacy, including Siksika, Piikani and Kainai-Blood Tribe, filing a complaint against Indigenous Services Canada, alleging systemic discrimination against adults living with developmental disabilities on-reserve based on race, national or ethnic origin and disability.

This committee recently completed a review of Bill C-29 which would create a national council for reconciliation. One of the concerns that we heard was that disabled Indigenous people were not listed specifically in the bill as a demographic who should receive some form of representation on the council.

Do you sense a lack of interest in disability issues from the government generally, or do you believe this is still part of a broader pattern of underfunding Indigenous communities?

du Canada ont des répercussions sur notre peuple. La mise en œuvre complète de la DNUDPA, sans aucune restriction et dans son intégralité, serait une véritable réponse à ce problème. Il s'agirait, par exemple, d'éliminer la Convention sur le transfert des ressources naturelles et d'adopter ces choses pour que notre peuple puisse avoir un accès libre et complet à nos terres. Nous donner cela, en plus de ce que la cheffe mineure Wolf Collar a mentionné, permet aux gens d'avoir un accès complet et libre et nous permet de faire les choses à notre façon. Depuis l'arrivée des Européens, nous avons des solutions pour aider notre peuple.

Comme vous le savez, l'embauche d'avocats et toutes ces choses sont devenues illégales pour nos peuples. Aujourd'hui, nous sommes maintenant en mesure d'embaucher des avocats. Nous sommes en mesure de parler à des gens et nous pouvons nous recueillir en groupes de plus de cinq personnes sans nous faire réprimander et traîner en prison. Je pense qu'un accès libre ou que la mise en œuvre de la DNUDPA serait la réponse des peuples des Premières Nations à ce problème, et que le fait d'obtenir un siège à la table des Nations unies, en particulier à l'échelon de la Confédération des Pieds-Noirs, serait une bonne réponse au lieu de maintenir cette relation paternaliste.

Une autre grande préoccupation est le déchargement des responsabilités. Les traités originaux que nous avons ont été signés avec la Couronne, et il n'y a que peu de réponses, voire aucune de sa part, à moins qu'elle ne demande comment se portent ses Indiens. Je pense vraiment qu'il faudrait y réfléchir. Merci de votre temps.

Le sénateur Arnot : Merci. Ces commentaires sont très utiles.

La sénatrice Sorensen : Merci d'être ici. Bien évidemment, je suis ravie de rencontrer aujourd'hui mes voisins du territoire visé par le Traité n° 7. Je suis heureuse de vous voir. Il fait froid ici aussi, si cela peut vous faire sentir mieux. J'étais justement chez moi pour la fin de semaine.

Ma question s'apparente à celle de la Confédération des Pieds-Noirs, qui comprend les tribus Siksika, Piikani et Kainai-Blood, qui a déposé une plainte contre Services aux Autochtones Canada, affirmant qu'il y avait eu une discrimination systémique contre les adultes vivant avec une déficience intellectuelle dans les réserves en raison de leur race, de leur origine nationale ou ethnique et de leur handicap.

Le comité a achevé récemment l'examen du projet de loi C-29, qui créerait un conseil national de réconciliation. L'une des préoccupations que nous avons entendues était que les Autochtones handicapés n'ont pas été expressément mentionnés dans le projet de loi en tant que catégorie démographique qui devrait recevoir une certaine forme de représentation au conseil.

Sentez-vous un manque d'intérêt à l'égard des questions touchant les personnes handicapées de la part du gouvernement en général ou pensez-vous que cela s'inscrit encore dans une

The other questions that I have — before I leave it to all of you to answer the best you can — are the following: What federal department does your nation primarily deal with on issues for services of disabled members? Has there been involvement from any other departments? Do you feel that the communication between the relevant departments is effective?

Ms. Solway: I would like to answer that because I have first-hand experience with a disabled aunt. Over the years of my care for her, I always found that they were kind of in a corner for any disability in our community — not just for her — as far as financial resources, or programming, or any kind of physical bodies that would guide a process where Canada was trying to provide service on the outside. We always had to go off the nation to get her services.

As far as representation in Alberta, we would get sent reps who represented the finance part or programming. There was always a change of hands over the years. For Siksika Nation, our funding was next to nil. The demand was like this in the community, but our funding was like that. As much as we lobbied as a government or as a department, we still got this, but the demand was this, and our disability was growing. Our representation from the province or from Canada was almost next to nil. We were constantly digging like badgers to see where we could go and what we could do to service our people.

Oftentimes, the nation would forfeit some dollars to assist those with a disability, which shouldn't have been the case, from what I know over the years when I cared for my aunt, and from some of the community members who required, for example, occupational therapy. We had to go off the nation to get all those services. Most of them never had the means to financially get to where they needed to be to advance in their life or in their disability.

Senator Sorensen: Thank you.

The Chair: Do either of the other witnesses have anything to add?

Mr. Sharp Adze: For the situation here, a lot of our members end up falling into the category of going on Assured Income for the Severely Handicapped, or AISH. A lot of my family members are on that program. A lot of them are the descendants or the children of people who went to residential school. They are also the people who went to day school. They created those institutions to take our children away, put our children into these

tendance élargie de sous-financement des collectivités autochtones?

Les autres questions que je veux poser — avant de vous laisser à tous le soin d'y répondre de votre mieux — sont les suivantes : Avec quel ministère fédéral votre nation traite-t-elle principalement pour les questions concernant les services aux membres handicapés? Y a-t-il eu une participation de la part d'autres ministères? À votre avis, la communication entre les ministères compétents est-elle efficace?

Mme Solway : J'aimerais répondre parce que j'ai une expérience directe avec une tante handicapée. Durant toutes les années où je me suis occupée d'elle, j'ai toujours trouvé qu'on mettait ces personnes en quelque sorte dans un coin pour tout handicap dans notre communauté — pas juste elle — pour ce qui est des ressources financières ou des programmes, ou tout type d'entités physiques qui guideraient un processus où le Canada essaie de fournir un service à l'extérieur. Nous devons toujours sortir de la nation pour obtenir ces services à son intention.

En ce qui concerne la représentation en Alberta, nous envoyions des gens pour parler de l'aspect financier ou des programmes. Il y a toujours eu un transfert de responsabilité au fil des ans. Pour la Nation Siksika, notre financement était presque nul. La demande était comme cela dans la collectivité, mais notre financement était comme cela. Même si nous avons exercé des pressions en tant que gouvernement ou ministère, nous avons quand même obtenu ceci, mais la demande était comme cela, et le nombre de personnes handicapées augmentait. Notre représentation de la part de la province ou du Canada était presque nulle. Nous creusions constamment comme des blaireaux pour voir où nous pouvions aller et ce que nous pouvions faire pour servir nos gens.

Souvent, la nation renonçait à certains dollars pour aider les personnes handicapées, ce qui n'aurait pas dû être le cas, d'après ce que j'ai appris au fil des ans lorsque je me suis occupée de ma tante, et d'après certains membres de la collectivité qui avaient besoin, par exemple, des services d'un ergothérapeute. Nous devons sortir de la nation pour obtenir tous ces services. La plupart d'entre eux n'ont jamais eu les moyens financiers de se rendre là où ils devaient être pour progresser dans leur vie ou dans leur handicap.

La sénatrice Sorensen : Merci.

Le président : L'un des autres témoins souhaite-t-il ajouter quelque chose?

M. Sharp Adze : En ce qui concerne la situation ici, beaucoup de nos membres finissent par se retrouver dans la catégorie des personnes qui bénéficient du programme de revenu garanti pour les personnes gravement handicapées, ou du programme AISH. Beaucoup des membres de ma famille bénéficient de ce programme. Beaucoup d'entre eux sont les descendants ou les enfants de personnes qui ont fréquenté les

institutions and punish them for speaking their language and for practising their ceremonies, and they told them they were less than — then they sent them out into public with all of that abuse and trauma, and all of those learned behaviours they took on. They started teaching all of those learned behaviours to their own children, unfortunately.

Going back to my other point, they all end up on that assisted income. On our nation, we have a lot of members who have a lot of illnesses right now that confine them to wheelchairs.

We have a program on the nation called the RAMP program, and it's to create ramps for the people who are in wheelchairs. Many of these people are needing them on an emergency basis. The turnaround time to get those ramps is very long. It has to be approved for them.

Many of these people are left having to struggle to get into their houses because all of our houses are controlled by Indigenous and Northern Affairs Canada, or INAC, and the Canada Mortgage and Housing Corporation, or CMHC — the building codes — and they have built them so that we have to build a whole maze of ramps to get into the houses of our peoples. These houses are across all of Blackfoot Confederacy that our people are struggling to get into.

They were able to create these institutions to take our children and create these impacts on them. But today, those same people who were forced into those institutions now have no places to help them find the services they need. The services that they do get, as mentioned, are severely inadequate, where the demand is way up through the roof, as mentioned by Minor Chief Solway, and where the actual need is not being met for them.

Because the situation is compounding and getting worse for these people who aren't able to get into their houses, they end up going into the Good Samaritan homes and things like that because the homes that the Aboriginal Housing Society, or AHS, is providing in our areas aren't adequate, or they're too costly for our people to move into them.

We have people who are accessing Jordan's Principle right now. You all know the story of Jordan's Principle and how that came to be. They're able to access them under Jordan's Principle. I would imagine they would age out of that funding pool for Jordan's Principle, and then they have nothing when they turn of age. You have this whole thing that's able to help the children again, but once they age out of Jordan's Principle, they're not able to get those full resources that they need.

pensionnats. Ce sont également des personnes qui sont allées à l'école de jour. Ils ont créé ces institutions pour enlever nos enfants, placer nos enfants dans ces institutions et les punir pour parler leur langue ou pratiquer leurs cérémonies, et leur ont dit qu'ils étaient moins que... Puis ils les ont envoyés en public avec tous les mauvais traitements et les traumatismes que l'on connaît, et tous les comportements acquis qu'ils ont adoptés. Ils ont commencé à enseigner tous ces comportements à leurs propres enfants, malheureusement.

Pour revenir à mon autre point, ils finissent tous par se retrouver dans ce programme de revenu garanti. Dans notre nation, beaucoup de membres ont en ce moment beaucoup de maladies qui les confinent à un fauteuil roulant.

Nous avons dans la nation un programme appelé RAMP, qui vise à créer des rampes pour les personnes en fauteuil roulant. Bon nombre de ces personnes en ont besoin d'urgence. Le délai pour obtenir ces rampes est très long. Il faut les approuver dans leur cas.

Bon nombre de ces personnes doivent se battre pour accéder à leur maison, parce que toutes nos maisons sont contrôlées par Affaires autochtones et du Nord Canada, ou AANC, et la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ou SCHL — les codes du bâtiment — et elles ont été construites de telle sorte que nous devons construire tout un labyrinthe de rampes pour entrer dans les maisons de nos gens. Ces maisons se trouvent dans l'ensemble de la Confédération des Pieds-Noirs, et nos populations ont du mal à y accéder.

Ils ont été en mesure de créer ces institutions pour prendre nos enfants et causer ces conséquences pour eux. Mais aujourd'hui, ces mêmes personnes qui ont été amenées de force dans ces institutions n'ont maintenant aucun endroit où trouver les services dont elles ont besoin. Les services qu'elles finissent par obtenir, comme je l'ai mentionné, sont gravement inadéquats, car la demande est très élevée, comme l'a mentionné la cheffe mineure Solway, et on ne répond pas à leur besoin véritable.

Parce que la situation s'aggrave pour ces personnes qui ne peuvent pas se loger, elles finissent par se retrouver dans les foyers de bons samaritains et des endroits du genre parce que les maisons que l'Aboriginal Housing Society, ou AHS, offre dans nos régions ne sont pas adéquates, ou sont trop coûteuses pour que nos gens puissent y emménager.

Nous avons des gens qui se prévalent en ce moment même du principe de Jordan. Vous connaissez tous l'histoire du principe de Jordan et savez comment il a vu le jour. Ils peuvent y avoir accès en vertu du principe de Jordan. J'imagine qu'ils vont vieillir jusqu'à ne plus avoir accès à ce fonds de financement concernant le principe de Jordan et qu'ils n'auront plus rien lorsqu'ils atteindront l'âge adulte. Tout ce dispositif peut aider les enfants à nouveau, mais une fois qu'ils ont dépassé l'âge prévu par le principe de Jordan, ils ne peuvent pas obtenir toutes les ressources dont ils ont besoin.

For many of them, if something like Jordan's Principle were enacted when they were children — and they never ended up to the point of Jordan's Principle — they would be able to have those resources at that younger age. Then, the resources would already be there when they turn of age; those are some thoughts on it.

It is a big problem on the nation and across Canada. That's just speaking to us having communities within an hour — not these fly-in communities of the North that are being impacted by these things on a much more severe basis, including the access to health care alone.

That is a major issue, and something that should be looked at. They were able to create residential schools at the snap of a finger, and get everybody into those residential schools, but they're not able to provide those services for all the people suffering with trauma today who lived in those residential schools. Thank you.

Senator Sorensen: I want to add for my colleagues, if you find yourself in southern Alberta, I highly recommend the Blackfoot Crossing, which does a fantastic job of telling the history of these people.

The Chair: Thank you, Senator Sorensen.

Ms. Wolf Collar: Can I also speak to that question?

The Chair: Go ahead.

Ms. Wolf Collar: I want to add on to the importance of infrastructure that Councillor Sharp Adze mentioned — that's one thing that's lacking in our communities.

Oftentimes, our membership, due to the lack of funding and infrastructure, ends up moving off reserve and into homes in the city, such as the city of Calgary.

It really starts at the elementary levels. In my own experience, my grandson has been diagnosed with autism. Sadly, the resources in First Nations schools are inadequate. For him, he's actually in a specialized school in the city of Calgary. Unfortunately, you have to live in the city to accommodate these families. The price of rent, food and all of that stuff is outrageous.

There are a number of barriers right now for many individuals who have family members living with a disability. One of the main things I'm seeing in our community is the lack of infrastructure.

We do have an elders' lodge. Oftentimes, if the capacity is there, they could move into the elders' lodge and receive that day-to-day care. When you look at the lifespan of disabilities,

Pour un grand nombre d'entre eux, si quelque chose comme le principe de Jordan était mis en place lorsqu'ils étaient enfants — et qu'ils ne s'y sont jamais rendus à l'étape de se prévaloir du principe de Jordan — ils pourraient profiter de ces ressources à un jeune âge. Ensuite, les ressources seraient déjà là lorsqu'ils atteindraient l'âge adulte; voilà quelques réflexions à ce sujet.

C'est un gros problème pour le pays et pour tout le Canada. Il s'agit simplement pour nous d'atteindre des collectivités en moins d'une heure — on ne parle pas de ces collectivités du Nord accessibles uniquement par avion qui sont touchées de façon beaucoup plus grave par ces choses... y compris l'accès aux soins de santé.

C'est une question importante qui mérite d'être examinée. Ils ont réussi à créer ces pensionnats en un clin d'œil et à y placer tout le monde, mais ils ne sont pas en mesure d'offrir ces services à toutes les personnes qui souffrent aujourd'hui de traumatismes et qui ont vécu dans ces pensionnats. Je vous remercie.

La sénatrice Sorensen : J'aimerais ajouter ceci pour mes collègues : si vous trouvez dans le Sud de l'Alberta, je recommande fortement le parc Blackfoot Crossing, qui fait un travail fantastique pour raconter l'histoire de ces personnes.

Le président : Merci, sénatrice Sorensen.

Mme Wolf Collar : Puis-je également parler de cette question?

Le président : Allez-y.

Mme Wolf Collar : Je voudrais insister sur l'importance de l'infrastructure que le conseiller Sharp Adze a mentionnée — il s'agit d'une chose qui fait défaut à nos communautés.

Souvent, nos membres, en raison du manque de financement et d'infrastructure, finissent par déménager en dehors de la réserve et dans des domiciles en ville, comme dans la ville de Calgary.

Cela commence vraiment au niveau primaire. Selon ma propre expérience, mon petit-fils a été diagnostiqué comme étant autiste. Malheureusement, les ressources des écoles de Premières Nations sont inadéquates. Dans son cas, il fréquente actuellement une école spécialisée dans la ville de Calgary. Malheureusement, il faut vivre en ville pour accommoder ces familles. Le prix des loyers, de la nourriture et de toutes ces choses est scandaleux.

Il y a un bon nombre de barrières présentement pour de nombreuses personnes ayant des membres de la famille qui vivent avec un handicap. L'une des principales choses que j'observe dans notre communauté est le manque d'infrastructure.

Nous avons en effet un pavillon pour les aînés. Parfois, si la capacité le permet, les familles peuvent déménager dans le pavillon pour les aînés et recevoir des soins quotidiens.

oftentimes it is categorized — Councillor Sharp Adze pointed out Jordan's Principle, and they could access that.

Right now, I sit with the Siksika health board, trying to find a wheelchair for a young man who's 20 years old. He's in high school. We're trying to figure out how to get him an updated wheelchair. Now we're reaching out to Jordan's Principle. At the end of the day, we're saying, "Let's just fundraise. Let's figure out a way to get him a wheelchair so that he can have accessibility when he does go out." These are some of the real things we're experiencing in our community.

Councillor Sharp Adze, if you come to Siksika Nation, you'll probably see a ramp on every third or fourth house. That tells a story. They always say that you could drive through a community and it could tell a story. For me, there's a lot of lack of funding. That area has been continuously underfunded, and it's about looking at how we could provide more opportunity for these individuals who are experiencing disability. Thank you.

Senator Coyle: Thank you to Councillor Sharp Adze, Minor Chief Wolf Collar and Minor Chief Solway. It's good for us to hear directly from you — from people with experience on the ground.

We can sometimes go up to this high level. We know that this very important Call for Justice 1.7 from the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls has called for the creation of a national Indigenous and human rights ombudsperson and tribunal.

You've eloquently described — and I'm sure you could describe for many more hours — all kinds of results, which Councillor Sharp Adze has described as systemic racism, the paternalistic approach and the long-term intergenerational impacts of the residential school legacy.

You're seeing the opioid crisis. You've talked about domestic violence, inadequate access to all kinds of different services, courts that don't respond and inaccessible economic opportunities, and even access to your own medicines that you need for ceremonies, as fundamental as that is. We're hearing why there needs to be some recourse.

My questions are the following: Do you, first of all, believe that this ombudsperson and tribunal, as planned, will give you what you need for that recourse in order to right some of these wrongs, and to improve access to opportunities? My first question is: Will it?

Lorsqu'on examine la longévité des handicaps, parfois ils sont catégorisés — le conseiller Sharp Adze a mentionné le principe de Jordan, et ils pouvaient y avoir accès.

Présentement, je siège au conseil de santé Siksika, et je tente de trouver un fauteuil roulant pour un jeune homme de 20 ans. Il fréquente l'école secondaire. Nous tentons de trouver la manière de lui trouver un nouveau fauteuil roulant. Maintenant nous nous tournons vers le principe de Jordan. Au bout du compte, nous disons, « Organisons simplement une campagne de souscription. Trouvons une manière de lui obtenir un fauteuil roulant afin qu'il puisse bénéficier de l'accessibilité quand il sort ». Voilà certaines des choses très réelles que nous rencontrons dans notre communauté.

Conseiller Sharp Adze, si vous venez à la Nation Siksika, vous verrez sans doute que toutes les trois ou quatre maisons possèdent une rampe. Cela est évocateur. On dit toujours que vous pouvez vous promener au sein d'une communauté et qu'elle peut vous raconter une histoire. À mon avis, il y a un grand manque de financement. Cette région a été constamment sous-financée, et il est question de la manière dont nous pouvons fournir plus d'occasions pour les personnes qui vivent avec un handicap. Je vous remercie.

La sénatrice Coyle : Je vous remercie, conseiller Sharp Adze, cheffe mineure Wolf Collar et cheffe mineure Solway. Il est bon de vous entendre directement — d'entendre des gens qui ont de l'expérience sur le terrain.

Nous pouvons parfois atteindre ce niveau élevé. Nous savons que l'appel à la justice 1.7 très important issu de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a demandé la création d'un ombudsman et d'un tribunal national pour les Autochtones et les droits de la personne.

Vous avez décrit de manière éloquent — et je suis certaine que vous pouvez les décrire pendant de nombreuses heures — toutes sortes de résultats, que le conseiller Sharp Adze a décrits comme étant du racisme systémique, l'approche paternaliste et les impacts intergénérationnels de longue durée de l'héritage des pensionnats.

Vous constatez une crise d'opioïdes. Vous parlez de violence conjugale, d'accès inadéquat à toutes sortes de différents services, des tribunaux qui ne réagissent pas et du manque d'accès à des débouchés économiques, et même d'accès à vos propres médicaments, qui vous sont nécessaires pour les cérémonies, si fondamentales. Nous entendons pourquoi il doit y avoir des recours.

Mes questions sont les suivantes : croyez-vous, tout d'abord, que cet ombudsman et ce tribunal, selon ce qui est prévu, vous donneront ce dont vous avez besoin, ce recours, afin de corriger certaines de ces injustices et d'améliorer l'accès aux possibilités? Ma première question est la suivante : est-ce que ce sera le cas?

Then, how could it? It was Minor Chief Wolf Collar who said to keep it out of politics and involve the elders. I'd like to hear about this.

First of all, can you foresee the ombudsperson and the tribunal helping you? Second, how? What are the best ways?

Thank you for starting us on that "how" — how to make it the best it could be.

Ms. Wolf Collar: To speak further about some of the systemic barriers that we experience as Indigenous people, this is one of the things that I have learned: As an Indigenous woman, oftentimes my voice is not heard — not only that, but it's also maybe misunderstood. It's really key that we have representation through an ombudsman and a tribunal, specifically in areas where we could come together.

There are so many things that I can go on about. I could talk about the Assembly of First Nations, or AFN, and how it's supposed to represent us, but oftentimes it doesn't. It doesn't speak to my nation's needs. I know it speaks to the broader communities in Canada; however, when it comes down to some of these key components, such as the missing and murdered Indigenous women and the disabilities that we spoke about, oftentimes we need that specific recourse you spoke about.

Having opportunities to speak to an ombudsman or to go to a tribunal to address these issues — and having a voice that could reach out to the federal government, a provincial government or anywhere where policy or legislation is going to impact future generations — is needed. There are a lot of misconceptions around "We know what's best for you," because the Indian Act dictates that. It's a real barrier to First Nations.

That's my view. It's critical that we have a voice through both the ombudsman and the tribunal. Those are key and important to start addressing some of the issues that we're experiencing in our communities.

Ms. Solway: I want to chime in quickly. We have to remember that before contact, Indigenous people had a process, and that process was interrupted. It was an inclusive process because everybody got involved. No one was left behind, and every issue was addressed. The turnaround period was immediate. When I speak to an elder today, and if it's an issue, I can't wait a month; I can't wait two weeks. The first word that comes out of their mouth is [*Indigenous language spoken*]. It's immediate. When we prolong an issue, it becomes everybody's issue.

Ensuite, comment? La cheffe mineure Wolf Collar a dit de garder cela en dehors de la sphère politique et de faire participer les aînés. J'aimerais vous entendre à ce sujet.

Tout d'abord, pouvez-vous envisager que l'ombudsman et le tribunal vous aident? Ensuite, de quelle manière? Quelles sont les meilleures manières?

Merci de commencer par parler de « la manière » — comment faire pour les rendre les meilleurs possibles?

Mme Wolf Collar : Pour parler davantage de certaines des barrières systémiques que nous rencontrons en tant que personnes autochtones, voici l'une des choses que j'ai apprises : en tant que femme autochtone, bien souvent, ma voix n'est pas entendue — non seulement cela, mais elle est aussi peut-être incomprise. La clé réside vraiment dans le fait d'avoir une représentation grâce à un ombudsman et un tribunal, en particulier là où nous pouvons nous rassembler.

Je pourrais parler de tant de choses. Je pourrais parler de l'Assemblée des Premières Nations, ou APN, et de la manière dont elle est censée nous représenter, mais bien souvent ne le fait pas. Elle ne parle pas des besoins de ma nation. Je sais qu'elle parle des communautés en général au Canada; cependant, lorsqu'il est question de certains des éléments clés, comme les femmes autochtones disparues et assassinées et les handicaps dont nous parlons, souvent nous avons besoin de ce recours spécifique dont vous avez parlé.

Avoir la possibilité de parler avec un ombudsman ou un tribunal pour aborder ces questions — et avoir une voix qui peut être entendue au gouvernement fédéral, à un gouvernement provincial ou à tout endroit où la politique ou la législation aura un impact sur les futures générations — est nécessaire. Il y a beaucoup de fausses idées à propos de « ce qui est le mieux pour nous » parce que la Loi sur les Indiens dicte cela. C'est un réel obstacle aux yeux des Premières Nations.

C'est mon point de vue. Il est essentiel que nous ayons une voix grâce à un ombudsman et à un tribunal. Ils sont essentiels et importants au moment d'aborder certains des problèmes que nous rencontrons dans nos communautés.

Mme Solway : J'aimerais intervenir rapidement. Nous devons nous rappeler qu'avant l'arrivée des Européens, les Autochtones avaient un processus, et ce processus a été interrompu. Il s'agissait d'un processus inclusif parce que tout le monde participait. Personne n'était laissé pour compte, et chaque problème était abordé. Le délai d'exécution était immédiat. Lorsque je parle à un aîné aujourd'hui, et si j'ai un problème, je ne peux pas attendre un mois; je ne peux pas attendre deux semaines. Le premier mot qui sort de leur bouche est [*mots prononcés dans une langue autochtone*]. C'est immédiat. Quand nous prolongeons un problème, il devient le problème de tout le monde.

If you look at these issues that we talk about every day in Canada, it should have been a quick turnaround and dealt with right away — whereas now, look at how many years we've been stuck in this process. We're continuously discussing how we're going to deal with these issues, whether it be opioids, missing and murdered women, disability, our children in care or our people in custody. Our people had a process for a lot of these things that we see today, but it was put aside. That process still exists today. I think it needs to be revived — put the onus back on the people so that they can help the situation rather than be set aside.

As I said earlier, the court system is a brand new process to them, and it's a fearful process. They already had a judicial system back in the day on how they disciplined themselves, but that's not included.

I wanted to mention that.

Mr. Sharp Adze: I think lessons can be learned, as mentioned by Minor Chief Wolf Collar, about the AFN and the parties that started the AFN originally, such as the Indian Association of Alberta. You can look at what they were trying to do at that time. They had a grassroots movement. You can also look at the constitutional express that went across Canada, moving along and picking up steam, and meeting with the First Nations people along the way when they were going to Ottawa. These are all the grassroots movements that started. They all had good intentions when they started out. Look at where they ended up with the Indian Association of Alberta from what they wanted to do. It was folded into the AFN to have the Assembly of First Nations, and look at how that ended up. The political interference that happened along the way is something to look at.

Look at the levels of bureaucracy to make an anthill into a mountain of a problem. If they addressed that at the time, when the Indian Association of Alberta was bringing these issues forward, we wouldn't be having these conversations right now as full as they are. We'd be talking about the next steps that we're looking at — equanimity amongst everybody else here.

I wish I had a crystal ball to say that the ombudsman and the tribunal would work, but I think leaving those best intentions and allowing the First Nations people to look after it, such as the ones around the table today and the ones who started those movements, is best.

When you look at B.C. and those starts over there with Arthur Manuel, and what his daughters are facing today with their protests against pipelines, several lessons can be learned from it. That is something to consider as well. I definitely think having

Si vous vous penchez sur les problèmes dont nous parlons chaque jour au Canada... il devrait y avoir eu une réaction et une gestion immédiate — alors que maintenant, regardez depuis combien d'années nous sommes enlisés dans ce processus. Nous discutons constamment de la manière dont nous allons gérer ces questions, que ce soit la crise des opioïdes, les femmes disparues et assassinées, les handicaps, nos enfants en garderie ou de nos gens en détention. Nos gens avaient un processus pour régler beaucoup des problèmes que nous observons aujourd'hui, mais il a été mis de côté. Ce processus existe encore aujourd'hui. Je crois que nous devons le relancer — remettre la responsabilité aux personnes qui peuvent aider plutôt que les écarter.

Comme je l'ai dit plus tôt, le système judiciaire est un processus tout nouveau pour eux, et c'est un processus effrayant. Ils disposaient déjà d'un système judiciaire à l'époque pour se discipliner, mais cela n'est pas inclus.

Je tenais à le mentionner.

M. Sharp Adze : Je crois que des leçons peuvent être tirées, comme l'a mentionné la cheffe mineure Wolf Collar, à propos de l'APN et des parties qui ont mis sur pied l'APN initialement, comme l'Indian Association of Alberta. Vous pouvez vous pencher sur ce qu'ils tentaient de faire à l'époque. Il s'agissait d'un mouvement populaire. Vous pouvez également regarder la constitution Express, qui a traversé le Canada, progressant et prenant de l'ampleur, embarquant des membres des Premières Nations au passage lorsqu'ils allaient à Ottawa. Voilà les mouvements populaires qui ont commencé. Ils avaient tous de bonnes intentions au départ. Regardez où ils sont arrivés avec l'Indian Association of Alberta par rapport à ce qu'ils voulaient réaliser. L'association a été intégrée à l'Assemblée des Premières Nations, et il faut voir ce que cela a donné. L'ingérence politique survenue en cours de route est quelque chose qui vaut le coup d'œil.

Regardez les divers niveaux de bureaucratie qui fait d'une taupinière une montagne de problèmes. S'ils avaient abordé cette question à l'époque, quand l'Indian Association of Alberta soulevait ces problèmes, nous ne serions pas en train de tenir présentement ces conversations aussi exhaustives. Nous serions en train de parler des prochaines étapes à envisager — en toute sérénité.

J'aimerais avoir une boule de cristal pour dire que l'ombudsman et le tribunal vont fonctionner, mais je crois que laisser de côté ces bonnes intentions et permettre aux gens des Premières Nations — comme les gens autour de la table aujourd'hui et ceux qui ont initié ces mouvements — de se pencher sur les problèmes est la meilleure chose à faire.

Quand vous regardez la Colombie-Britannique et les choses qui ont été amorcées là-bas avec Arthur Manuel, et ce à quoi ses filles font face aujourd'hui avec les protestations contre les pipelines... plusieurs leçons peuvent en être tirées. C'est quelque

that ombudsman would, at least, give us that voice. Thank you kindly.

Senator Audette: I want to say thank you to the witnesses: the minor chiefs and the councillor. Many of us participated in the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls. It's our loved ones, but how do we make sure that Call for Justice 1.7 is honoured? If we can continue this discussion, I think you have experience from when you went through — or still are going through today — the Canadian Human Rights Tribunal. There are things to do, or not to do, if we collectively have to propose a safe place for women — the people we work for. You have an ally here. Thank you so much. [*Indigenous language spoken*]

Senator Prosper: Thank you to all the witnesses for sharing your views and experiences, and for offering your personal vision on how you'd like to see things progress. Thank you for providing those substantive details that need to be considered as a development like this is undertaken.

When I think about certain approaches to developing these mechanisms or institutions, I often think of a guiding framework — something to help the beginning phases of providing that support and guidance on how to do things in a good way. You certainly provided details. I heard many of them, like inclusivity and independence, and this idea of many Indigenous communities and grassroots organizations having their own process.

I'm curious whether you could add anything further to help establish a guiding framework or certain principles that you think would be instructive to help develop something like this. Thank you very much.

Mr. Sharp Adze: Thank you for the question. I would like to bring up the topic of protocols. When you look at the signing of Treaty 7, protocols were followed, and a ceremony was practised as well. The ceremony went a long way. They smoked a pipe. They all came. It was a conversation that was intended to be the starting point of this. I think it's about going back to that practice and adopting those principles that were learned at the signing of Treaty 7. As mentioned, if you go to the Blackfoot Crossing that is on Siksika territory right now, you'll learn a lot about that.

It's also crucial to keep in mind the implications of duress in doing these things, such as the signing of Treaty 7. If you look at the layout of the signing of Treaty 7, duress was put on our people when they signed that treaty in terms of having heavy artillery at the top of the hill when they were signing those documents. The conversation was "If you don't sign those

choses d'autre à prendre en considération. Je crois à coup sûr que le fait d'avoir un ombudsman nous donnerait, du moins, cette voix. Merci beaucoup.

La sénatrice Audette : J'aimerais remercier nos témoins : les cheffes mineures et le conseiller. Nombre d'entre nous ont participé à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Il s'agit de nos êtres chers, mais comment nous assurons-nous que l'appel à la justice 1.7 est honoré? Si nous pouvions continuer cette discussion... je crois que vous avez l'expérience, d'après ce que vous avez vécu — ou que vous vivez encore aujourd'hui — du Tribunal canadien des droits de la personne. Il y a des choses à faire, ou à ne pas faire, si nous proposons collectivement un endroit sécuritaire pour les femmes — les gens pour qui nous travaillons. Vous avez une alliée ici. Merci beaucoup. [*Mots prononcés dans une langue autochtone.*]

Le sénateur Prosper : Merci à tous les témoins de faire part de vos points de vue et de vos expériences, et d'offrir votre vision personnelle de la manière dont vous aimeriez voir les choses progresser. Je vous remercie de fournir ces détails approfondis qui doivent être pris en considération lorsqu'une initiative comme celle-ci est entreprise.

Quand je pense à certaines approches visant à élaborer ces mécanismes ou ces institutions, je pense souvent à un cadre d'orientation — quelque chose qui peut aider, au cours des phases initiales, à fournir ce soutien et orienter la manière de faire les choses de façon appropriée. Vous avez assurément fourni des détails. J'en ai entendu beaucoup, comme l'inclusivité et l'indépendance, et cette idée que de nombreuses communautés autochtones et organisations populaires possèdent leur propre processus.

Je suis curieux de savoir si vous avez quelque chose à ajouter pour aider à établir un cadre d'orientation ou certains principes qui, selon vous, seraient instructifs pour aider à élaborer quelque chose du genre. Merci beaucoup.

M. Sharp Adze : Merci de la question. J'aimerais parler des protocoles. Lorsque le Traité n° 7 a été signé, on a observé les protocoles, puis il y a eu une cérémonie. La cérémonie a beaucoup compté. On a fumé la pipe. Tout le monde est venu. Cette conversation était censée marquer le début de tout cela. Je pense qu'il faudrait revenir à cette pratique et adopter les principes appris au moment de la signature du Traité n° 7. Comme on l'a mentionné, si vous allez à Blackfoot Crossing situé aujourd'hui sur le territoire des Siksikas, vous en apprendrez beaucoup à ce sujet.

Il est aussi primordial de garder à l'esprit les conséquences de la contrainte, dans des situations comme la signature du Traité n° 7. Pensez à la façon dont a été signé le Traité n° 7; on a forcé notre peuple à signer ce traité, parce qu'il y avait de l'artillerie lourde au sommet de la colline au moment où les documents ont été signés. On nous a dit : « Si vous ne signez pas ce document,

documents, there are guns up on top of the hill,” and warnings were given with having that heavy artillery and military on top of the hill, looking to see what the end result was: if we were going to sign the treaty or not.

Those principles were followed and also equality was shown at the signing of Treaty 7 with having the head chiefs. They waited for Brings Down the Sun and Many Chiefs to come from Browning, from the heartbeat territory in Montana. They were encouraged to cross the forty-ninth parallel with all of the stuff they had in tow, and they went to Blackfoot Crossing to sign that.

When you're looking at the mechanisms, our people have those mechanisms and practices. Again, it would be crucial to step out of the way, implement UNDRIP in its entirety and follow the protocols, including the original principles, and go back to the original intention of Treaty 7 of having open dialogue that was meant there — not creating a boilerplate document to summarize it all, but taking that full spirit and intent. I think there are lessons to be learned there as well. Thank you.

Ms. Solway: At Siksika Nation, we actually already went ahead with a process that's always existed. We call our program *Aiskapimohkiiks*, and it's mediation. That's what we are. We mediate. Somehow we still drive the mechanisms — that we had under our First Nations community — to where we need to be in an ordered and organized process for our people. That consists of the protocols, the circular form, the symbolism of how we all say that we're all equal — nobody is higher or lower. We're going to sit around in a circle. Our old people who hold the foundation guide and organize us instead of having a dispute. They try to move away from [*Indigenous language spoken*], the disputes. They try to keep things in order.

That's the role that we're developing and talking about today. There are existing resources and mechanisms that each First Nation should have because that's how we functioned in the early contacts.

Today, we look at processes that are not fitting. If you look at the provincial courtrooms, it's the structure and the settings. We're on a drive right now to develop an Indigenous courtroom for any of the [*Indigenous language spoken*], the disputes, to be a more respectful and inclusive setting for them so that they can stay out of the system. It is about being proactive in the community and using the resources that are there. They're probably better mediators than what we have today in our institutions, and it's a more traditional approach. Thank you.

il y a des canons au sommet de la colline » et on nous a avertis qu'il y avait de l'artillerie lourde et des militaires au sommet de la colline qui surveillaient, pour savoir comment tout cela allait se terminer : si nous allions signer ou non le traité.

Ces principes ont été suivis et on a aussi respecté l'égalité au moment de la signature du Traité n° 7 puisque les grands chefs étaient là. On a attendu Brings Down the Sun et de nombreux chefs de Browning, du territoire central du Montana. Ils ont été encouragés à traverser le 49^e parallèle en emportant toutes leurs choses et ils sont allés à Blackfoot Crossing pour signer le traité.

Nos peuples avaient ces mécanismes et ces pratiques. Encore une fois, il serait crucial de s'écarter du chemin, d'appliquer la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones dans son intégralité et de suivre les protocoles, y compris les principes originaux, et de revenir à l'objectif initial du Traité n° 7, soit avoir un dialogue ouvert, comme c'était prévu. Il ne faut pas créer un document standardisé pour résumer tout cela; il faut plutôt un document qui en reflète l'esprit et l'objectif. Je pense aussi qu'il y a des leçons à en tirer. Merci.

Mme Solway : La Nation Siksika suit déjà un processus qui a toujours existé. Nous appelons notre programme *Aiskapimohkiiks*, et c'est de la médiation. C'est ce que nous sommes. Nous faisons de la médiation. D'une façon ou d'une autre, nous utilisons toujours les mécanismes — ceux de la communauté des Premières Nations — pour arriver à nos fins, à l'aide d'un processus organisé, pour notre peuple. Ce processus comprend des protocoles, la forme circulaire, le symbolisme, l'idée que nous sommes tous égaux et que personne n'est plus important qu'un autre. Nous allons nous asseoir en formant un cercle. Nos aînés, qui sont le fondement de notre société, nous guident et nous dirigent plutôt que de semer la dispute. Ils tentent de s'éloigner [*mots prononcés dans une langue autochtone*] des disputes. Ils tentent de maintenir l'ordre.

C'est le rôle que nous créons et dont nous parlons aujourd'hui. Il existe des ressources et des mécanismes que toutes les Premières Nations devraient avoir, parce que c'est ainsi que nous fonctionnions, lors des premiers contacts.

Aujourd'hui, les processus ne sont pas adéquats. Dans les salles des tribunaux provinciaux, c'est la structure et l'environnement. Nous tentons actuellement de mettre sur pied un tribunal autochtone pour les [*mots prononcés dans une langue autochtone*], les disputes, afin que l'environnement respecte davantage les Autochtones et soit plus inclusif; ainsi, les Autochtones n'auront pas à composer avec le système. Il faut être plus proactif au sein de la communauté et utiliser les ressources qui s'y trouvent. Ce sont sans doute de meilleurs médiateurs que ceux qui se trouvent aujourd'hui dans nos institutions, et c'est une approche plus traditionnelle. Merci.

Ms. Wolf Collar: For me, it's fairly short and simple: maintaining the sacred space, and also considering our Indigenous ways of knowing and being of who we are as Indigenous people.

The Chair: Thank you for that. The time for this panel is now complete. I wish to, again, thank all of our witnesses for joining us today. If you wish to make any subsequent submissions, please submit them to our clerk by email within one week.

I would now like to introduce our next panel of witnesses. From the Manitoba Métis Federation, we welcome Will Goodon, Minister of Housing and Property Management; and from the Grand Council of the Crees, we welcome Mandy Gull-Masty, Grand Chief. *Wela'lin*. Thank you both for joining us today.

Witnesses will provide opening remarks of approximately five minutes, which will be followed by a question-and-answer session with the senators. I invite Mr. Goodon to give his opening remarks.

William Goodon, Minister of Housing and Property Management, Manitoba Métis Federation: Thank you, Mr. Chair and committee members, for the opportunity to be here. My name is Will Goodon, and I'm actually sitting in on behalf of a good friend of mine: Anita Campbell, who is the spokesperson for Infinity Women Secretariat, is unable to be here today.

Today, I want to talk more about how and what Infinity Women Secretariat — as an affiliate of the Manitoba Métis Federation, or MMF — stands for and requests on this subject. Infinity Women Secretariat, or IWS, is a non-profit provincial organization that works with Métis women throughout the province of Manitoba. IWS provides programs that assist Métis women throughout each of the seven regions of the MMF, and these programs are designed to connect and empower Métis women across the province through cultural heritage, employment programs, community engagement, leadership and governance development.

IWS is also continuously improving their ability to deliver sustainable programs, and to support Métis women, girls, youth and 2SLGBTQQIA individuals in Manitoba. Métis women play a pivotal role in our families. As some of you may have heard our president speak, the historic Métis Nation is a maternal nation.

We were often characterized as being invisible amongst Indigenous peoples — and for Métis women, the cost of this invisibility is very high. Métis women continue to experience marginalization first as Indigenous women, and then further

Mme Wolf Collar : Selon moi, c'est assez simple : il faut maintenir l'espace sacré et aussi tenir compte des modes de connaissance autochtones et de notre façon d'être qui nous sommes en tant qu'Autochtones.

Le président : Merci de vos interventions. Le temps alloué à ces témoins est maintenant terminé. Encore une fois, j'aimerais remercier tous nos témoins de s'être joints à nous aujourd'hui. Si vous souhaitez présenter d'autres observations, veuillez les communiquer à notre greffière, par courriel, dans la semaine.

J'aimerais maintenant présenter nos prochains témoins. Souhaitons la bienvenue à M. William Goodon, ministre du Logement et de la Gestion immobilière de la Fédération des Métis du Manitoba, et à Mme Mandy Gull-Masty, grande cheffe du Grand Conseil des Cris. *Wela'lin*. Merci à vous deux d'être présents aujourd'hui.

Les témoins ont environ cinq minutes pour faire leurs déclarations liminaires, puis nous passerons aux questions des sénateurs et sénatrices. Monsieur Goodon, veuillez présenter vos déclarations liminaires.

William Goodon, ministre du Logement et de la Gestion immobilière, Fédération des Métis du Manitoba : Merci, monsieur le président et membres du comité, de m'avoir invité ici. Je m'appelle Will Goodon et je suis en fait ici au nom d'une de mes bonnes amies, Anita Campbell, la porte-parole de l'Infinity Women Secretariat, qui est dans l'impossibilité d'être présente aujourd'hui.

Aujourd'hui, j'aimerais parler davantage de ce que défend et de ce que demande l'Infinity Women Secretariat dans ce dossier, en tant qu'organisation affiliée à la Fédération des Métis du Manitoba. L'Infinity Women Secretariat est une organisation provinciale à but non lucratif qui œuvre auprès des femmes métisses de toute la province du Manitoba. Il offre des programmes qui aident les femmes métisses des sept régions que couvre la Fédération des Métis du Manitoba, et ces programmes visent à relier entre elles les femmes métisses partout dans la province et à leur redonner du pouvoir au moyen de l'héritage culturel, de programmes d'emploi, de l'engagement communautaire et du développement du leadership et de la gouvernance.

L'Infinity Women Secretariat améliore aussi constamment sa capacité d'offrir des programmes durables et de soutenir les femmes, les filles et les jeunes métis, ainsi que les membres de la communauté 2ELGBTQQIA du Manitoba. Les femmes métisses jouent un rôle central, dans nos familles. Certains d'entre vous ont peut-être entendu notre président le dire, la nation métisse historique est une nation matriarcale.

Nous avons souvent été qualifiés d'invisibles parmi les peuples autochtones — et pour les femmes métisses, le coût de cette invisibilité est très élevé. Elles continuent d'être marginalisées, d'abord en tant que femmes autochtones, et cette

compounded by their continued invisibility. As a result, Métis women have been uniquely vulnerable to violence, but they also lack programs and supports, such as those provided to other Indigenous peoples.

MMF and IWS support the creation of a national Indigenous and human rights ombudsperson. MMF and IWS would like surety that the ombudsperson has a well-established reputation for their integrity and confidentiality, and has significant understanding of organizational processes across the functions of an ombudsperson and expertise in distinctions-based approaches.

MMF would like to better understand the ombudsperson type. Will the office be an organizational ombuds, classical ombuds or a hybrid model? The ombudsman system relies heavily on the selection of an appropriate individual for the office, and on the cooperation of, at least, some effective official from within the apparatus of the state, whether this would be at the level of the federal, provincial or territorial governments. As such, MMF and IWS would like surety that the reference to government partnerships with all Indigenous peoples in the creation of the ombudsperson, as well as the national Indigenous and human rights tribunal, will include meaningful engagement and consultation with MMF. We would also like to be sure that a selected ombudsperson would not serve in any other organizational role that would potentially compromise their position as ombudsperson.

MMF and IWS support the creation of a national Indigenous and human rights tribunal. We ask that every effort be made to ensure tribunal members are selected because they have expertise or technical knowledge about the sensitive matters they will be reviewing. As with the appointment of an ombudsperson, MMF and IWS would like that every effort be made to ensure the neutrality of each tribunal member. When cases are referred to the tribunal, every effort should be made to ensure hearings are carried out in a distinctions-based manner that incorporates Métis values, traditions and culture, and that is trauma-informed. Thank you.

The Chair: I will now invite Grand Chief Mandy Gull-Masty to give her opening remarks.

Mandy Gull-Masty, Grand Chief, Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and Cree Nation Government: Hello and good morning. It is a pleasure to appear once again before

marginalisation est aggravée par le fait qu'elles sont toujours invisibles. Les femmes métisses sont donc particulièrement vulnérables à la violence, mais elles manquent aussi de programmes et de soutiens comme ceux offerts aux autres Autochtones.

La Fédération des Métis du Manitoba et l'Infinity Women Secretariat appuient la création d'un poste d'ombudsman national des droits des Autochtones et des droits de la personne. La Fédération des Métis du Manitoba et l'Infinity Women Secretariat aimeraient certainement une personne déjà réputée pour son intégrité et son respect de la confidentialité, qui comprend bien les processus organisationnels des tâches que doit accomplir un ombudsman et qui ait de l'expertise dans les approches fondées sur la distinction.

La Fédération des Métis du Manitoba aimerait mieux comprendre de quel genre d'ombudsman il s'agira. Est-ce que son bureau sera axé sur l'organisation, aura-t-il une forme classique ou s'agira-t-il d'un modèle hybride? Le système d'ombudsman dépend énormément de la nomination de la bonne personne et de la coopération d'au moins quelques responsables efficaces travaillant au sein de l'appareil étatique, qu'il s'agisse du gouvernement fédéral, provincial ou territorial. Par conséquent, la Fédération des Métis du Manitoba et l'Infinity Women Secretariat voudraient s'assurer que les partenariats entre les gouvernements et les Autochtones, visant à créer la fonction d'ombudsman et le tribunal national des droits des Autochtones et des droits de la personne, seront fondés sur un engagement significatif et la consultation de la Fédération des Métis du Manitoba. Nous aimerions aussi nous assurer que l'ombudsman choisi n'occupe aucun autre poste organisationnel qui pourrait compromettre sa fonction d'ombudsman.

La Fédération des Métis du Manitoba et l'Infinity Women Secretariat appuient la création d'un tribunal national des droits des Autochtones et des droits de la personne. Nous demandons que tous les efforts soient faits pour que les membres du tribunal soient choisis en fonction de leur expertise ou de leur connaissance technique des questions délicates qu'ils examineront. Tout comme pour la nomination de l'ombudsman, la Fédération des Métis du Manitoba et l'Infinity Women Secretariat aimeraient que tous les efforts soient faits pour garantir la neutralité de tous les membres du tribunal. Lorsque des affaires sont renvoyées au tribunal, tous les efforts doivent être déployés pour que les audiences soient tenues dans le souci des distinctions, en fonction des valeurs, des traditions et de la culture métisse et d'une façon qui tient compte des traumatismes. Merci.

Le président : Je vais maintenant inviter la grande cheffe Mandy Gull-Masty à faire ses déclarations liminaires.

Mandy Gull-Masty, grande cheffe, Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et Gouvernement de la nation crie : Bonjour. C'est un plaisir de comparaître, une fois de plus, devant le

this committee. My name is Mandy Gull-Masty. I'm the Grand Chief of the Cree Nation of Eeyou Istchee. The Grand Council of the Crees and the Cree Nation Government exercise a range of governmental functions aimed at promoting and protecting the rights and interests of approximately 20,000 Crees within Eeyou Istchee in northern Quebec.

The Grand Council of the Crees and the Cree Nation Government have appeared before the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls, and they generally support the recommendations. They have appeared before many other commissions, including inquiries and committees — in particular, the Viens Commission on relations between Indigenous peoples and certain public services in Quebec; the expert committee to support victims of sexual and domestic violence; and the select committee of the National Assembly on the vulnerability of Indigenous women and children.

We've also taken part in the work that has led to the adoption of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, and it continues to follow closely the work of the UN Permanent Forum on Indigenous Issues and the UN Committee on the Elimination of Discrimination against Women. All these committees and bodies have issued recommendations to reduce the vulnerability and marginalization of Indigenous women and children.

Building on these recommendations, the establishment of a new national Indigenous and human rights ombudsperson and tribunal would be a step in the right direction. However, real change will require more than new institutions. It will require Canada and Canadians to chart a new course and to make a seismic shift in their relations with Indigenous peoples. We must change how we, as Canada, value Indigenous peoples, especially women and children who — more than anyone else — are subject to harmful colonial policies.

Indigenous women and children continue to bear the brunt of the legacy of these policies and their intergenerational trauma and impacts in the form of poverty, addictions, conjugal violence, substandard health care and education, and lack of housing and essential services. In fact, we've learned from the United Nations High Commissioner for Human Rights earlier this month that violence toward women and girls in the world has increased. This needs to change so that young women and children can live in hope and build better, stronger communities, and so that their safety, health and culture are protected and valued.

As policies are dismantled and removed, much work remains to be done. We must educate and sensitize all Canadians to eliminate systemic discrimination, to reduce the vulnerability

comité. Je m'appelle Mandy Gull-Masty. Je suis la grande cheffe de la nation crie d'Eeyou Istchee. Le Grand Conseil des Cris et le gouvernement de la nation crie exercent diverses fonctions gouvernementales visant à promouvoir et à protéger les droits et les intérêts d'environ 20 000 Cris d'Eeyou Istchee, dans le Nord du Québec.

Le Grand Conseil des Cris et le gouvernement de la nation crie ont comparu dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, et, dans l'ensemble, ils appuient les recommandations. Ils ont comparu devant de nombreuses autres commissions; ils ont comparu dans le cadre d'enquêtes et devant des comités, en particulier, la commission Viens sur les relations entre les peuples autochtones et certains services publics du Québec, le comité d'expert sur le soutien des victimes de violence sexuelle et conjugale et le comité spécial de l'Assemblée nationale sur la vulnérabilité des femmes et des enfants autochtones.

Nous avons aussi pris part au travail qui a mené à l'adoption de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, et nous continuons à suivre de près les travaux de l'Instance permanente sur les questions autochtones et du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Tous ces comités et toutes ces entités ont déposé des recommandations visant à réduire la vulnérabilité et la marginalisation des femmes et des enfants autochtones.

À la lumière de ces recommandations, la création d'un nouveau poste d'ombudsman national et d'un tribunal des droits des Autochtones et des droits de la personne serait un pas dans la bonne direction. Cependant, un vrai changement suppose bien plus que de nouvelles institutions. Le Canada et les Canadiens et Canadiennes devront tracer une nouvelle voie et changer du tout au tout leurs relations avec les Autochtones. Le Canada, en tant que pays, doit repenser à la valeur qu'il reconnaît aux Autochtones, surtout aux femmes et aux enfants, qui, plus que quiconque, sont la cible des politiques coloniales préjudiciables.

Les femmes et les enfants autochtones continuent de subir les contrecoups de ces politiques et des traumatismes intergénérationnels, qui se traduisent par la pauvreté, par la dépendance, la violence conjugale, les soins de santé et l'éducation déficiente, ainsi qu'une pénurie de logements et de services essentiels. En fait, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme nous a appris, plus tôt ce mois-ci, que la violence envers les femmes et les filles du monde entier a augmenté. Cela doit changer, pour que les jeunes femmes et les enfants puissent espérer pouvoir bâtir de meilleures communautés, plus fortes, et pour que leur sécurité, leur santé et leur culture soient protégées et valorisées.

Certaines politiques sont supprimées et abolies, mais il reste beaucoup à faire. Nous devons éduquer et sensibiliser tous les Canadiens et toutes les Canadiennes afin d'éliminer la

and marginalization of Indigenous women and children and to advance reconciliation.

In principle, we support the establishment of the national Indigenous and human rights ombudsperson and tribunal, insofar as these new institutions add real value over and above existing structures, and insofar as they're given the powers and resources to effectively enforce the rights of Indigenous peoples and to enact real systemic change. The Cree Nation has also called for a similar permanent human rights mechanism for Indigenous peoples in the context of implementing UNDRIP here in Canada.

Indigenous women and children experience significant barriers to reporting acts of violence and accessing services. Too often, Indigenous peoples experience discrimination from non-Indigenous service providers or front-line workers, and they're turned away from mainstream services and sent to Indigenous-specific services that are underfunded and under-resourced. This leads to further vulnerability. This cannot be the case with respect to the new ombudsman and tribunal.

All those working with this new role and new tribunal must be sensitized and knowledgeable about the underlying facts that make Indigenous women and children particularly vulnerable to violence and intergenerational trauma resulting from the impact of residential schools and other colonial policies.

The ombudsman and tribunal must be vested with powers and resources required to address those underlying factors — not merely at a surface level, but also in those cases that are presented to them. Indigenous women and children must have unimpeded access to these new institutions, and treatment of cases must be expedited. In other words, time and money cannot be the only obstacles in these new institutions. They must also act as an oversight body that can be easily accessible by Indigenous communities when violations of their rights or persons have occurred — otherwise, the new ombudsman and tribunal will become yet another avenue where Indigenous peoples experience barriers to accessing justice.

The new ombudsman and tribunal must reflect Indigenous values, must involve Indigenous peoples, must take a trauma-informed approach and must operate within a culturally safe framework.

discrimination systémique, de réduire la vulnérabilité et la marginalisation des femmes et des enfants autochtones et de favoriser la réconciliation.

En principe, nous appuyons la création d'une fonction d'ombudsman et d'un tribunal national des droits des Autochtones et des droits de la personne, dans la mesure où ces nouvelles institutions ajoutent une véritable valeur aux structures existantes et où on leur donne les pouvoirs et les ressources nécessaires pour faire respecter dans les faits les droits des Autochtones et provoquer un vrai changement systémique. La nation cree a aussi demandé un mécanisme permanent similaire de défense des droits de la personne, pour les Autochtones, dans le contexte de la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ici, au Canada.

Les femmes et les enfants autochtones se butent à des obstacles importants quand ils veulent signaler des actes de violence et accéder aux services. Trop souvent, les Autochtones sont traités de façon discriminatoire par des fournisseurs de services ou des travailleurs de première ligne qui ne sont pas Autochtones, et on les détourne des services ordinaires pour les aiguiller vers des services destinés aux Autochtones, qui manquent de financement et de ressources. Cela entraîne davantage de vulnérabilité. Cela ne doit pas être ainsi avec l'ombudsman et le tribunal.

Tous ceux qui travailleront avec ce nouveau bureau et ce nouveau tribunal doivent comprendre et connaître les faits sous-jacents qui ont rendu les femmes et les enfants autochtones particulièrement vulnérables à la violence et aux traumatismes intergénérationnels découlant des pensionnats et d'autres politiques coloniales.

L'ombudsman et le tribunal doivent avoir les pouvoirs et les ressources nécessaires pour régler ces facteurs sous-jacents, pas seulement en surface, mais aussi dans le cadre des affaires qui leur sont soumises. Les femmes et les enfants autochtones doivent pouvoir accéder sans problème à ces nouvelles institutions, et les affaires doivent être traitées rapidement. En d'autres termes, le temps et l'argent ne peuvent pas être les seuls obstacles, dans ces nouvelles institutions. Elles doivent aussi agir comme un organisme de surveillance, auquel les communautés autochtones peuvent accéder facilement lorsque leurs droits sont bafoués — sinon, le nouvel ombudsman et le nouveau tribunal deviendront encore une fois des institutions auxquelles les Autochtones auront de la difficulté à accéder lorsqu'ils voudront obtenir justice.

Le nouvel ombudsman et le nouveau tribunal doivent refléter les valeurs autochtones, faire participer les Autochtones, appliquer une approche qui tient compte des traumatismes et respecter un cadre culturel sécuritaire.

The new ombudsman and tribunal must also offer translation services, mental health support and support for the Indigenous workers, sensitive to their cultures and realities.

These institutions should report annually on the implementation progress by government departments and bodies of the measures to reduce the vulnerability of Indigenous women and children. This should also be done to improve accountability of the front-line services regarding measures to ensure that women and children's complaints receive equal, fair treatment before the law, and equal justice in Canada.

It would also be appropriate for Indigenous governments, such as the Cree Nation Government, to receive annual reporting on the steps taken to ensure the security and safety of Indigenous women and children. There should also be reporting on the measures to reduce systemic discrimination, and there should be the removal of any residual racism and discrimination against women and children resulting from an era of colonial policies and practices.

Finally, to truly decolonize federal government institutions and services, the ombudsman and tribunal must be established in conjunction with the implementation of other systemic measures and changes, including those recommended by various committees and bodies that were mentioned above. Thank you. *Meegwetch.*

The Chair: Thank you, Grand Chief Gull-Masty. We will now move on to questions from senators. To help keep us on time and to ensure equity for all, each senator will have five minutes for a question-and-answer exchange, and, if we have time for a second round, we will go to that as well.

Senator Arnot: Thank you to the two witnesses here today.

Ms. Gull-Masty, you've talked and given us a recipe. I agree with some of the components of your recipe. It's an important opportunity to build the seismic change — the paradigm shift — that you're requiring, and I see it that way as well. It's important to get the foundation correct. One of the ways to do that is to ensure that there is an incorporation of Indigenous world views, Indigenous ways of knowing and Indigenous cultures, as well as emphasizing what I would call a mediation approach as opposed to a litigation approach. There is a lot of potential in this opportunity.

Do you have any further advice on those issues?

I also have a question for Mr. Goodon: What is the role of UNDRIP in implementing these new models?

Le nouvel ombudsman et le nouveau tribunal doivent aussi offrir des services de traduction et du soutien en santé mentale et appuyer les travailleurs autochtones en tenant compte de leurs cultures et de leurs réalités.

Ces institutions devraient faire rapport annuellement des progrès des ministères et entités du gouvernement dans la mise en œuvre des mesures visant à réduire la vulnérabilité des femmes et des enfants autochtones. Cela devrait aussi être fait dans le but de favoriser la responsabilisation des services de première ligne quant aux mesures visant à s'assurer que les plaintes des femmes et des enfants sont traitées de façon juste et équitable devant la loi et devant la justice, au Canada.

Il serait aussi approprié que les gouvernements autochtones, comme le gouvernement de la nation crie, reçoivent un rapport annuel sur les mesures prises pour garantir la sécurité des femmes et des enfants autochtones. Il devrait aussi y avoir un rapport sur les mesures visant à réduire la discrimination systémique, et il faudrait éliminer toute forme de racisme et de discrimination résiduels contre les femmes et les enfants découlant de l'ère des politiques et pratiques coloniales.

Enfin, pour vraiment décoloniser les institutions et les services du gouvernement fédéral, le bureau de l'ombudsman et le tribunal doivent être mis sur pied parallèlement à la mise en œuvre d'autres mesures et changements systémiques, y compris ceux recommandés par différents comités et différentes entités mentionnés précédemment. Merci. *Meegwetch.*

Le président : Merci, madame Gull-Masty. Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs. Pour nous aider à respecter le temps et nous assurer que tous soient traités équitablement, chaque sénateur aura cinq minutes pour poser sa question et échanger et, s'il reste du temps, nous procéderons à une deuxième série de questions.

Le sénateur Arnot : Merci aux deux témoins d'être présents aujourd'hui.

Madame Gull-Masty, vous avez parlé et donné une recette. J'approuve certains ingrédients de cette recette. C'est une occasion en or d'apporter des changements importants — de changer le paradigme — que vous demandez, et je pense comme vous. C'est important d'avoir de bonnes assises. On peut y arriver en s'assurant d'intégrer les visions du monde, les modes de connaissance et les cultures autochtones et en mettant l'accent sur ce que j'appellerais une approche axée sur la médiation plutôt que sur une approche judiciaire. Cette occasion est prometteuse.

Avez-vous d'autres conseils là-dessus?

J'ai aussi une question pour M. Goodon : quel est le rôle de la DNUDPA dans l'application de ces nouveaux modèles?

I would like the witnesses to take a stab at answering both of those questions, please.

Ms. Gull-Masty: There are two points that I would like to raise: First and foremost, in having the role of an ombudsman, it's important to ensure that the person that you are seeking to support you in whatever it is that you're encountering is a reflection of you — there are capable Indigenous peoples to fulfill this role — in trying to work with those people who are coming to you as a tribunal, or who receive services from them. This is one of the things that is such a small decision, but it has such a significant impact — the sense of security that you have in speaking to somebody across the table, much like I feel here when I look around the table and I see other Indigenous peoples asking me questions. This is something that needs to be reflected in that tribunal at a foundational core.

For the role of UNDRIP, Article 7 regarding security is something that really has to be outlined if you are coming forward, and you are making a statement on something you encountered — that security post-process has to be offered to those women and children who are coming forward, and sometimes those mechanisms have to be in collaboration with either federal or provincial bodies. There has to be a strong commitment across the country to work with this tribunal, and to acknowledge that the decisions or comments that they're making are those that should be incorporated at those levels of government as well.

Mr. Goodon: Thank you very much. Yes, on the issue of UNDRIP, one of the things that we have to always think about is that the principles in the declaration are a floor, not a ceiling. In fact, I'm going to go a little offside here, but the American declaration is being reviewed as we speak. Again, it achieves just a little bit more when it comes to Indigenous peoples' rights.

When we consider that, documents like UNDRIP are considered aspirational a lot of times. We can never really get there because it's not all attainable in today's world. Some of that might be true, but, at the same time, when we look at this issue, we're talking about real people with real lives. All Canadians should be able to agree that putting something in place to provide that protection before, during and maybe after the trauma is one of the least things we can do, considering the history of our country. Thank you.

Senator Sorensen: I have a question for each of you. Grand Chief Gull-Masty, you have elaborated on and spoken to the additional challenges that Indigenous communities in the northern regions face. Can you speak to any particular challenges that we don't hear about very often in committee regarding accessing secondary and post-secondary education, or government funding for continuing education, and — I guess to

J'aimerais que les témoins répondent aux deux questions, s'il vous plaît.

Mme Gull-Masty : J'aimerais dire deux choses : d'abord et avant tout, en ce qui concerne le rôle d'un ombudsman, il est important que la personne à qui vous demandez du soutien vous représente, peu importe votre problème — et des Autochtones sont pleinement capables d'occuper ce rôle — car il faut travailler avec les gens qui se présentent devant vous, en tant que tribunal, ou qui reçoivent ses services. C'est une décision qui semble toute petite, mais qui a des conséquences importantes — ce sentiment de sécurité que vous avez en parlant à quelqu'un de l'autre côté de la table, un peu comme ce que je ressens ici lorsque je regarde dans la salle et que je vois d'autres Autochtones me poser des questions. Cela doit être reflété dans ce tribunal, c'est un élément fondamental.

En ce qui concerne le rôle de la DNUDPA, l'article 7 sur la sécurité est réellement quelque chose qu'il faut définir, si vous vous manifestez et que vous faites une déclaration sur quelque chose dont vous avez été témoin — après le processus, il faut offrir la sécurité aux femmes et aux enfants qui dénoncent des choses, et parfois, ces mécanismes doivent être fournis en collaboration avec des organismes fédéraux ou provinciaux. Il faut que le pays tout entier s'engage à travailler avec ce tribunal et qu'il reconnaisse que ses décisions ou ses commentaires doivent être intégrés à ces niveaux de gouvernement aussi.

M. Goodon : Merci beaucoup. Oui, pour ce qui est de la DNUDPA, nous devons toujours garder à l'esprit, entre autres, que les principes énoncés dans la Déclaration sont un fondement, non pas un plafond. En fait, je m'éloigne un peu, ici, mais la déclaration américaine fait l'objet d'un examen en ce moment même. Encore une fois, les droits des Autochtones ont gagné un peu de terrain.

Dans ce contexte, des documents comme la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones sont très souvent perçus comme idéalistes. Nous ne pouvons pas vraiment y arriver parce que ce n'est pas du tout possible dans le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Il y a peut-être une part de vérité, mais, en même temps, lorsque nous examinons cette question, nous parlons de vraies personnes qui ont de vraies vies. Tous les Canadiens devraient pouvoir s'entendre sur le fait que la moindre des choses à faire serait de prendre des mesures pour fournir cette protection avant, pendant et peut-être après le traumatisme, compte tenu de l'histoire de notre pays. Merci.

La sénatrice Sorensen : J'ai une question pour vous deux. Madame Gull-Masty, vous avez parlé des défis supplémentaires auxquels font face les communautés autochtones des régions nordiques. Pourriez-vous nous parler de quelconques défis dont le comité n'entend pas souvent parler au sujet de l'accès aux études secondaires et postsecondaires ou du financement gouvernemental de l'éducation continue et — pour rester dans le

keep it on track — how might an ombudsperson be able to assist in that area?

Ms. Gull-Masty: Thank you for the question. First and foremost, for us, distance is probably the greatest challenge. I had to travel 850 kilometres to go to university. It was quite a distance away. I am from a very small community, with 1,800 members. Moving to Montreal for the first time was a complete shock to my system. Not only was I a young mother, but I was also moving to the big city for the first time. I was really looking for that sense of community, and I was looking for that support.

From that time to now, we've come a long way. There are a lot of services in place for families looking for Indigenous services for their children to maintain that connectivity.

The ombudsman really needs to advocate and bring this message forward to provincial governments: the importance of creating that space for Indigenous peoples to build an urban Indigenous community. That was something that was a saving grace for me when I was in school — having that sense of support, as well as making that connection with Indigenous women and grandmothers, and having people support me and support my children. That really allowed for my success.

The ombudsman needs to ensure that space is not only available, but also that there is security offered in that space. This is one thing that I feel is missing: Protecting young women and children in large urban spaces is something that really needs to be a priority for large cities and for provincial governments as well.

Senator Sorensen: On that topic, I know that online post-secondary education is becoming more common. I meet regularly with Athabasca University. Is that helpful, or does it depend on what you want to achieve in post-secondary education?

Ms. Gull-Masty: For my nation, COVID was a huge experiment. We were not allowed to leave the region. We switched to an online platform. We had a graduation rate of almost 90%, so it was huge. I do think that there needs to be a transition program. You cannot only learn online. There has to be that in-person component, but the first step online really helped a lot.

Senator Sorensen: Thank you. I have much respect for your courage — honestly, I can't imagine.

Mr. Goodon, in my notes, you're the Minister of Housing and Property Management.

Mr. Goodon: Right.

sujet — de la façon dont un ombudsman pourrait aider à ce chapitre?

Mme Gull-Masty : Merci de la question. D'abord et avant tout, la distance est sans doute le plus grand défi. Je devais faire 850 kilomètres pour me rendre à l'université. Elle était très éloignée. Je viens d'une très petite communauté comptant 1 800 membres. J'ai vécu un vrai choc quand j'ai déménagé à Montréal, la première fois. Non seulement j'étais une jeune mère, mais je déménageais aussi dans une grande ville pour la première fois. Je cherchais vraiment un sentiment d'appartenance à une communauté et du soutien.

Nous avons fait beaucoup de chemin depuis. Il y a beaucoup de services en place pour les familles qui ont besoin de services autochtones pour leurs enfants afin de maintenir ce lien.

L'ombudsman doit vraiment faire passer ce message et le faire comprendre aux gouvernements provinciaux : l'importance de créer cet espace pour les Autochtones, pour bâtir une communauté urbaine autochtone. C'est vraiment ce qui m'a sauvée, lorsque j'étais à l'école — j'avais le sentiment d'être soutenue, j'avais des liens avec des femmes et des grands-mères autochtones et j'avais des gens qui nous soutenaient, mes enfants et moi. C'est vraiment ce qui m'a permis de réussir.

L'ombudsman doit s'assurer non seulement que cet espace est accessible, mais aussi qu'il offre de la sécurité. C'est ce qui fait défaut selon moi : protéger les jeunes femmes et les enfants dans de grands espaces urbains doit vraiment être une priorité pour les grandes villes et aussi pour les gouvernements provinciaux.

La sénatrice Sorensen : À ce sujet, je sais qu'il devient de plus en plus habituel de faire des études postsecondaires en ligne. Je rencontre régulièrement des gens de l'Université d'Athabasca. Est-ce que cela aide ou est-ce que cela dépend du domaine dans lequel vous voulez étudier après le secondaire?

Mme Gull-Masty : Pour ma nation, la COVID a été une grosse expérience. Nous n'avions pas le droit de quitter la région. Nous nous sommes tournés vers une plateforme en ligne. Notre taux de diplomation était de presque 90 %, c'était énorme. Je crois effectivement qu'on a besoin d'un programme de transition. Vous ne pouvez pas apprendre seulement en ligne. Il doit y avoir une composante en personne, mais la première étape en ligne a beaucoup aidé.

La sénatrice Sorensen : Merci. J'admire beaucoup votre courage — honnêtement, je ne peux pas imaginer.

Monsieur Goodon, dans mes notes, il est indiqué que vous êtes le ministre du Logement et de la Gestion immobilière.

M. Goodon : C'est exact.

Senator Sorensen: I met with your president, David Chartrand, last week. If you haven't been to the MMF offices in Ottawa, you should go; it's beautiful.

Mr. Goodon: It's very nice.

Senator Sorensen: I had an opportunity to do that, and really enjoyed my time in that space. I was very impressed by the investments that MMF has made in many areas. If you want to tag on your portfolio at the end of the answer, I'd be curious about that.

Most specifically, you used to fund health care and prescription drugs for MMF members. It was mentioned that Métis people have disproportionately experienced negative health outcomes due to underfunding by the government. Can you elaborate on how MMF has addressed that specific situation, and how an ombudsperson might be able to help? It's quite a unique system that MMF has set up. I totally enjoyed my meeting, and I learned so much.

Mr. Goodon: Excellent. On the flight delayed in Toronto, Senator Klyne happened to be sitting beside me. He ran into David Chartrand the week before. Ottawa is a small town, right?

I'm here representing my colleague, but I am also quite honoured to be able to fill in at different times for my president on roles and issues that are outside of housing. Some of you may know that I'm fairly active on the Métis Nationhood file.

That being said, on the housing, there are a couple of things that we're pushing really hard at the moment. There is a new urban, rural and northern housing announcement in this year's budget, and there are two or three projects that we're doing that could have some effect here. One is called Michif Manor — I hate to mention the fast-food company, but it's like a Ronald McDonald House concept. A lot of our people live outside in rural areas. We also have transitional housing for children aging out of care. It's brand new — up to age 24 — wraparound services.

We're also working with IWS. Minister Campbell and I are working on transitional housing for women and children fleeing violence. Those things are needed. But the more we pull back the rug, the more we see the need for things like that.

La sénatrice Sorensen : J'ai rencontré votre président, M. David Chartrand, la semaine dernière. Si vous n'êtes jamais allé dans les bureaux de la Fédération des Métis du Manitoba, à Ottawa, allez-y; c'est superbe.

M. Goodon : C'est très beau.

La sénatrice Sorensen : J'ai eu l'occasion d'y aller, et j'ai vraiment apprécié le temps que j'ai passé dans cet espace. J'ai été très impressionnée par les investissements qu'a faits la Fédération des Métis du Manitoba dans de nombreux domaines. Si vous voulez ajouter vos réalisations, à la fin de votre réponse, je serais très curieuse d'en apprendre davantage.

Plus précisément, vous financiez les soins de santé et les médicaments d'ordonnance des membres de la Fédération des Métis du Manitoba. Il a été mentionné que les Métis ont des résultats en santé moins bons, de façon disproportionnée en raison du sous-financement du gouvernement. Pourriez-vous nous expliquer comment la Fédération des Métis du Manitoba a réglé ce problème précis et en quoi un ombudsman pourrait aider? La Fédération des Métis du Manitoba a conçu un système assez unique. J'ai réellement apprécié ma réunion et j'ai appris tellement de choses.

M. Goodon : Excellent. Lorsque mon vol a été retardé, à Toronto, le sénateur Klyne était par hasard assis à côté de moi. Il avait rencontré par hasard David Chartrand la semaine précédente. Ottawa est un petit village, n'est-ce pas?

Je suis ici pour représenter ma collègue, mais je suis aussi assez honoré de pouvoir remplacer mon président à différents moments pour assumer des tâches et traiter d'enjeux qui ne concernent pas le secteur du logement. Certains d'entre vous le savent peut-être, je suis assez actif dans le dossier des nations métisses.

Cela dit, en ce qui concerne le logement, nous travaillons avec diligence sur certaines questions, présentement. Dans le cadre du budget de cette année, on a annoncé la construction de nouveaux logements dans les régions urbaines, rurales et nordiques, et il y a deux ou trois projets sur lesquels nous travaillons qui pourraient avoir une incidence ici. L'un d'eux s'appelle le manoir Michif — je déteste mentionner une entreprise de malbouffe, mais c'est comme le concept du Manoir Ronald McDonald. Un grand nombre de nos membres vivent à l'extérieur, dans des régions rurales. Nous avons aussi des maisons de transition pour les enfants qui deviennent trop vieux pour être pris en charge. C'est tout nouveau, et ces maisons offrent des services complets à des jeunes d'au plus 24 ans.

Nous travaillons aussi avec l'Infinity Women Secretariat. La ministre Campbell et moi travaillons sur un projet de maison de transition pour les femmes et les enfants qui fuient la violence. Ce sont des choses dont nous avons besoin. Mais, plus on regarde sous le tapis, plus on réalise que des choses comme cela sont nécessaires.

As far as health care and the prescription scope, there is the Supreme Court case of *Daniels*, where the federal government has responsibilities now very clearly laid out for historic Métis Nation citizens. But working within the bureaucratic system is a little hard.

Self-funded prescriptions, I think, are now for aged 55 and over. There is a certain income limit. We use the profits from the pharmacy in order to invest in the prescriptions for a senior. Someday we're going to be able to negotiate health services with Canada. But for now, we find innovative ways to do that. Thanks for the question.

Senator Sorensen: Just a point of clarity, we did talk a lot about the real estate that is being purchased. Is some of that being used for housing? I don't know if we talked about that; I don't recall that. Is that the intent of some of the real estate purchases?

Mr. Goodon: Yes, we have several different lots across —

Senator Sorensen: So I learned.

Mr. Goodon: — the province, and we are trying to look at how we can serve folks beyond borders as well because the colonial borders of Manitoba, even the forty-ninth parallel, aren't our construct. Almost every day, I get a phone call from a community saying, "We need senior housing." It's something we need to continue to work on.

Senator Coyle: Thank you, grand chief, for being with us. Thank you, minister, for being with us again.

I believe I heard you correctly that IWS, MMF and the Grand Council of the Crees support the creation of the position of the ombudsperson and the tribunal. And I believe it was you, grand chief, who said "in principle." Both of you have given us really invaluable advice and guidance in terms of what you feel is critical regarding the kind of person who would be appointed — attracted hopefully — to be that first ombudsperson, and also how things could work.

Minister Goodon, you made reference to different levels of government. Could you speak a little bit more about that? I believe it was the interaction between this new position, the tribunal and different levels of government. After that, I'll ask a question of the grand chief.

Mr. Goodon: Yes, that's a good point to raise again as well. Sometimes we have positions or committees where it looks like they're going to be able to do something, but nothing ever comes

En ce qui concerne les soins de santé et les médicaments d'ordonnance, dans l'arrêt *Daniels* de la Cour suprême on a clairement défini les responsabilités du gouvernement fédéral envers les citoyens de la nation métisse historique. Mais il est un peu difficile de travailler au sein du système bureaucratique.

Si je ne me trompe pas, les médicaments d'ordonnance des gens de 55 ans et plus sont autofinancés. Il y a une certaine limite de revenu. Nous utilisons les profits des pharmacies afin d'investir dans les médicaments d'ordonnance pour les personnes âgées. Un jour, nous pourrions négocier des services de santé avec le Canada. Mais, pour le moment, nous trouvons des moyens innovateurs pour y arriver. Merci de la question.

La sénatrice Sorensen : J'aimerais seulement préciser quelque chose; nous avons beaucoup parlé des immeubles qui sont achetés. Une partie de ces achats serviront-ils pour le logement? Je ne sais pas si nous en avons parlé; je ne m'en souviens pas. Est-ce, en partie, l'objectif de ces achats?

M. Goodon : Oui, nous avons plusieurs terrains un peu partout...

La sénatrice Sorensen : C'est ce que j'ai appris.

M. Goodon : ... dans la province, et nous essayons de trouver une manière d'aider les gens au-delà des frontières également parce que le concept des frontières coloniales du Manitoba, et même du 49^e parallèle, n'est pas de nous. Presque chaque jour, je reçois un appel d'une collectivité qui me dit « Nous avons besoin de logements pour les aînés ». Nous devons continuer à travailler là-dessus.

La sénatrice Coyle : Merci, grande cheffe, d'être parmi nous. Merci, monsieur le ministre, d'être de nouveau présent.

Je crois bien vous avoir entendu dire que l'Infinity Women Secretariat, la Fédération des Métis du Manitoba et le Grand Conseil de Cris soutiennent la création d'un poste d'ombudsman et d'un tribunal, et je crois que c'est vous, grande cheffe, qui avez dit « en principe ». Vous nous avez tous deux donné des conseils et des orientations très utiles sur les qualités essentielles que, selon vous, devrait avoir la première personne qui sera nommée — qui sera intéressée, je l'espère, à être, — ombudsman et aussi sur la manière dont les choses se dérouleront.

Monsieur le ministre Goodon, vous avez fait référence aux différents ordres du gouvernement. Pourriez-vous nous en parler un peu plus? Je crois qu'il était question des liens entre ce nouveau poste, le tribunal et les différents ordres du gouvernement. Ensuite, je poserai une question à la grande cheffe.

M. Goodon : Oui, c'est aussi une question pertinente à soulever de nouveau. Parfois, il semble que, dans un poste ou dans un comité, on peut faire quelque chose, mais il ne se passe

of it because there are no resources, supports or capacities that are put around it.

I look at the Federal Housing Advocate; I've met with her a couple of times, and she's a wonderful person. But there are no teeth in advocating, writing reports and either giving failing grades or not — not that I want to have teeth in a person or tribunal. If there are issues, most issues are transjurisdictional. There's a little bit in the federal side — for example, if I were caught hunting, and I didn't have my possession and acquisition licence, or PAL, that would be a federal offence, but I shot something without a provincial licence. For those kinds of things, it's vital that we have some sort of network. I think that was the intent of that point in particular.

Senator Coyle: That's helpful.

Grand Chief Gull-Masty, you talked about a couple of things that I'm very interested in — one was the atmosphere that needs to be created by whoever is in this new, central position in order for that atmosphere and that person to be welcoming, safe and accessible while, at the same time, also being responsive in a quick and efficient way. I'd like to hear more about how that can be clearly described and ensured in the next stages — from where we are today to when that person is in place.

I appreciate you speaking about accountability and the importance of reporting annually. You spoke about reporting annually to the federal government. You mentioned, I believe, also reporting annually to your own government.

Could you speak more about that reporting — what it should entail, who it should be to and how that should be followed?

Ms. Gull-Masty: Thank you for the question.

The individual who undertakes this role will, I believe, face two types of very important work — one is not only creating that environment, but also understanding the uniqueness of each Indigenous nation or relationship with the province.

Of course, I come from a nation that is within Quebec. We have a very unique relationship with the provincial government. Being able to understand, gauge or keep the pulse of that relationship will be something that should be at the forefront for the ombudsperson because you are able to not only support the individual who is coming to seek service from you, but you are also able to provide recommendations to a provincial government that can be implemented.

rien parce qu'il n'y a ni ressource, ni mesure de soutien, ni moyen en place pour les soutenir.

Je prends l'exemple de la défenseure fédérale du logement; je l'ai rencontrée deux ou trois fois, et c'est une merveilleuse personne. Mais la défense des droits, la rédaction de rapports et les évaluations n'ont pas de mordant; l'idée n'est pas non plus de donner trop de mordant à une personne ou à un tribunal. La plupart des problèmes concernent plusieurs ordres de gouvernement. Cela touche en partie le fédéral, par exemple, si je me fais prendre en train de chasser sans permis de possession et d'acquisition, ou PPA; ce serait une infraction à une loi fédérale, même si j'ai chassé sans avoir de permis provincial. Pour ce genre de choses, il est crucial d'avoir un réseau quelconque. C'est ce que j'essayais de faire comprendre à ce sujet, en particulier.

La sénatrice Coyle : C'est plus clair.

Grande cheffe Gull-Masty, vous avez parlé de deux ou trois choses qui ont piqué ma curiosité, notamment l'atmosphère que la personne qui occupera ce nouveau poste essentiel devra créer pour que le bureau soit accueillant, sécuritaire et accessible, tout en intervenant de manière rapide et efficace. J'aimerais en savoir plus sur la manière de définir clairement ce rôle et d'en assurer l'efficacité, au cours des prochaines étapes, à partir d'aujourd'hui jusqu'à la création du poste.

Je vous remercie d'avoir parlé de la responsabilisation et de l'importance de faire rapport annuellement. Vous avez parlé de faire rapport annuellement au gouvernement fédéral. Vous avez également parlé, je crois, de faire rapport annuellement à votre propre gouvernement.

Pourriez-vous m'en dire davantage à ce sujet, c'est-à-dire en quoi consisteraient ces rapports, à qui ils s'adresseraient et comment il faudrait y donner suite?

Mme Gull-Masty : Merci d'avoir posé la question.

La personne qui assumera cette fonction devra, je crois, composer avec deux types de tâches très importantes; elle devra non seulement créer cet environnement, mais également comprendre le caractère unique de chaque nation autochtone ou de sa relation avec la province.

Bien entendu, je suis originaire d'une nation du Québec. Nous avons une relation très unique avec le gouvernement provincial. L'ombudsman devra d'abord et avant tout pouvoir comprendre et évaluer cette relation et la garder en vie, parce qu'il devra non seulement soutenir la personne qui aura recours à ses services, mais également fournir au gouvernement provincial des recommandations à mettre en œuvre.

I believe that the challenge is for provincial governments to accept the decision-making process. There has to be a link with funding; I think that's a critical tool. For example, my province needs to understand that there is a position for the non-Quebec population. Indigenous peoples are a huge group within that population. There have to be indicators for measuring the success of their feedback and the response to these members. A critical component of that is the specific funding links that are offered.

If there is a decision taken by the ombudsperson, for example with Quebec, there has to be a link in a federal budget that indicates there are more resources available to this province to target this — whatever the outcome is — if it's at the provincial scale. That needs to be the same for large cityscapes as well.

There are places like Montreal and Quebec City that need to integrate beyond a Québécois identity to acknowledge and understand that there are Indigenous peoples who come from — and have always existed in — those spaces.

The ombudsman has a very challenging but very interesting role. I'm hoping to see this come to fruition. I'm hoping there are teeth given to him, but giving him the authority to make those financial links and address that mechanism is something that will assist them.

Senator Audette: It could be giving her teeth also.

[*Translation*]

In French, it can be a woman or a man.

Thank you very much for your messages, and for clarifying what we should and shouldn't be doing. Thanks to my colleague, Senator Coyle, you answered the question about finding a way to form genuine partnerships with the provinces and territories. Our mandate is to conduct an examination, and we want to give teeth to the report by the minister's special representative, Jennifer Moore Rattray. She will be submitting her report soon — by Christmas, I would think — on what the different models might look like.

I am surrounded by senators who have past experience as premiers or ministers in their province, or mayors in their territory. Considering the vastness of Canada, I would like to know if you can give any examples of official relations between the Office of the Ombudsman or the ombudsman's delegate and the Independent Investigations Office or other human rights organizations or commissions. Have you seen such models before? Could there be things that we might include in a future bill?

Je crois que le problème est de faire accepter aux gouvernements provinciaux le processus de prise de décisions. Il doit y avoir un lien avec le financement; je crois que c'est un outil essentiel. Par exemple, ma province doit comprendre qu'un poste est offert à des personnes non québécoises. Les peuples autochtones forment un vaste groupe au sein de la population. Il faut des paramètres pour évaluer l'incidence de leurs commentaires et l'efficacité des mesures prises à leur égard. Un élément essentiel, pour cela, concerne les liens financiers particuliers qui existent.

Par exemple, si l'ombudsman prend une décision avec le Québec, le budget fédéral doit mettre plus de ressources à la disposition de la province à cette fin — quel que soit l'objectif —, si cela concerne l'échelon provincial. Il doit en être de même pour les milieux urbains importants.

Des villes comme Montréal et Québec ne doivent pas s'en tenir à leur identité québécoise; elles doivent reconnaître et comprendre que des Autochtones viennent de ces espaces et les ont toujours occupés.

Le rôle de l'ombudsman est très difficile, mais très intéressant. J'espère que cela se concrétisera. J'espère qu'on donnera du pouvoir à celui qui occupera ce poste, mais il serait utile de lui donner l'autorité d'établir des liens financiers et de mettre en marche le mécanisme.

La sénatrice Audette : Cela pourrait aussi donner du pouvoir à celle qui occupera ce poste.

[*Français*]

En français, cela peut être une femme ou un homme.

Merci infiniment pour vos messages, mais aussi pour la clarté quant à ce qu'on devrait faire et ne pas faire. Grâce à ma collègue la sénatrice Coyle, vous avez répondu à la question à savoir comment trouver un moyen d'avoir une réelle collaboration avec les provinces et les territoires. Notre mandat à nous est de faire une étude et nous voulons donner des dents au rapport de la représentante spéciale du ministre, Mme Jennifer Moore Rattray. Elle va bientôt remettre son rapport — d'ici Noël, j'imagine — traitant de ce à quoi pourraient ressembler les différents modèles.

Je suis entourée de sénateurs qui ont déjà été premiers ministres, ministres dans leur province, ou maires ou mairesses dans leur territoire. J'aimerais savoir si vous avez des exemples où, au Bureau de l'ombudsman ou de son délégué, car le Canada est très grand, il y a des relations officielles avec le Protecteur du citoyen, le Bureau des enquêtes indépendantes ou d'autres organisations ou commissions de droits de la personne. Avez-vous déjà vu de tels modèles? Il peut s'agir d'éléments que l'on pourrait insérer dans un éventuel projet de loi.

I expect to be here for a long time and I hope we will get a bill. This is the first time I have heard the suggestion that we should ensure accountability and report back to the chiefs. I find it intriguing. Can you tell me about it?

Ms. Gull-Masty: It is true that Canada is very big and includes many nations. The province of Quebec alone has 11. However, each nation is quite different. I would possibly like to see a panel created that includes many departments to generate a better understanding of the issues in education, employment, security and youth or teens. This panel could be open to the public and would gather ideas and suggestions on programs to recommend to the Office of the Ombudsman.

I think we need an open approach, not just recommendations. The office has to be open to the public so that it can receive recommendations about services or programs that are useful to people.

Something of great importance to me and my nation is follow-up on recommendations. I would like to see a panel in each of the provinces that scores the work accomplished by the ombudsman, provincial governments and the federal government on the topics addressed in this forum. It would serve as a kind of feedback loop.

We really need to understand that people who use this service also have the right to give it a score that reflects how things are going and how they feel. Are things working right? Do any of the results of this process stand out more than others?

[English]

Senator Hartling: Thank you very much to the witnesses. I find this extremely interesting. My background is working with women's issues and domestic violence.

What I heard you say clearly is that the organization — and what's going to happen with the ombudsperson — would need to be culturally safe and trauma-informed.

For the people who are listening, what would be some of the issues that women and children would face? How would they build trust? I know that when trust is taken from women and children, it's hard to gain that.

Do you have any insight on how that process would begin? What are some of the issues that they would face, and that they need to be looking at?

Ms. Gull-Masty: For me, one of the biggest issues for women and children is security. I think this is the biggest challenge. I have two daughters, both in their early twenties. I tell them, "If you go out, you have to be careful. If you get in a taxi, there's a

Je serai ici encore longtemps et j'espère qu'on aura un projet de loi. S'assurer d'une reddition de comptes et que l'on fasse rapport aux chefs, c'est la première fois que j'entends cette suggestion et le sujet m'intéresse. Pouvez-vous m'en parler?

Mme Gull-Masty : Il est vrai que le Canada est très grand et regroupe beaucoup de nations. La province de Québec à elle seule en comprend 11. Toutefois, il y a une grande différence entre chaque nation. J'aimerais peut-être voir la création d'une table à laquelle plusieurs ministères participeraient pour mieux comprendre les enjeux en éducation, en emploi, en sécurité, et même pour les jeunes et les adolescents. Cette table pourrait être ouverte au public pour amener des idées et suggérer des programmes qui puissent faire l'objet de recommandations au Bureau de l'ombudsman.

Je pense qu'il faut une approche ouverte et pas seulement des recommandations. Ce bureau doit être ouvert au public pour recevoir des recommandations sur les services ou les programmes qui seraient utiles pour les personnes.

Une des choses très importantes pour moi et ma nation, c'est le fait de donner suite aux recommandations. J'aimerais voir une table dans chacune des provinces qui pourrait donner une note au travail de l'ombudsman, des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral quant aux thèmes abordés sur cette tribune. Ce serait en quelque sorte une boucle de rétroaction.

Il faut vraiment savoir que les personnes qui utilisent ce service ont aussi le droit de donner une note qui reflète la manière dont vont les choses et comment on se sent. Les choses fonctionnent-elles? Est-ce que certains résultats ressortent de ce processus?

[Traduction]

La sénatrice Hartling : Merci beaucoup aux témoins. Je trouve cela vraiment très intéressant. Mon expérience de travail concerne les questions féminines et la violence familiale.

Si j'ai bien compris, vous dites clairement que l'organisation — et l'ombudsman — devra s'adapter à la culture et tenir compte des traumatismes.

Pour les gens qui nous écoutent, quels seraient certains des problèmes auxquels les femmes et les enfants feraient face? Comment pourrait-on gagner leur confiance? Je sais que, lorsque les femmes et les enfants perdent confiance, il est difficile pour eux de la retrouver.

Avez-vous une idée de la manière dont ce processus pourrait être engagé? À quels problèmes feraient-ils face et sur quels problèmes faudrait-il se pencher?

Mme Gull-Masty : À mon avis, une des plus grandes difficultés auxquelles les femmes et les enfants font face concerne la sécurité. Je crois que c'est le plus gros défi. J'ai deux filles, toutes deux au début de la vingtaine. Je leur dis : « Si vous

high chance that you won't arrive at your destination." That's a harsh lesson to have to teach your daughters in this modern day.

For me, it's about knowing that the lack of security comes from a lack of response and services when you're filing a police statement, reporting something, speaking to a social worker or going into a medical setting. That is something that confounds me. There are these preconceived notions of Indigenous women that we're up to something or we've done something. We are not truly perceived as bringing forward a statement in a way that we've been victimized or that we're believed.

I think that security for women and children is such a high priority. There does need to be so much more work in terms of sensitizing people to understand that when somebody is bringing something forward — in either a medical or police setting — you're there to listen, and you have to leave those preconceived notions at the door. Regardless of what the situation is, you are there, first and foremost, to provide service and support to that person.

There needs to be a lot of investment in that. Without critical investments in these types of trainings, I believe the ombudsman's recommendations will be hollow because they are there to point to something that is a serious issue. As governments, both provincial and federal, they are obliged to do the work to ensure that when something is pointed to, everybody is looking at it through the same lens.

Senator Hartling: Mr. Goodon, did you have anything to add from the group you're representing?

Mr. Goodon: I appreciate the question very much as well, senator. As I said earlier, I wear different hats. I'm going to talk briefly about the importance of safe, secure housing.

I feel very fortunate to be able to do the things that I do, knowing that the need is a thousand times more than we can ever meet. If you have a safe, warm and dry place, children do better in school and education in the long term, and the family is more secure — and some of the issues that our families and communities are facing are alleviated, but they won't disappear.

A friend of mine told me once — back in the 1980s or 1990s, so it's different today — “Why do people get so confused that our community's politics are like Third World countries when we live in Third World conditions?”

Going back to the ombudsperson, being community-driven and community-responsive is also important. There needs to be some sort of network. These networks are important across

sortez, vous devez faire attention. Si vous prenez un taxi, il est très probable que vous n'arriviez pas à destination. » C'est une leçon très dure à enseigner à ses filles, à notre époque.

Tout d'abord, je sais que le manque de sécurité découle de l'inaction et de l'absence de services, lorsqu'il est question de faire une déclaration à la police, de dénoncer quelque chose, de parler à un travailleur social ou de se présenter dans un établissement médical. Cela me déconcerte. Il y a des idées préconçues au sujet des femmes autochtones, selon lesquelles elles manigancent quelque chose ou ont fait quelque chose. On n'a pas l'impression que nous faisons vraiment une déclaration, dans le sens où nous serions victimisées et que l'on nous croirait.

Je crois que la sécurité des femmes et des enfants est hautement prioritaire. Il reste tellement à faire pour sensibiliser les gens pour qu'ils comprennent que, lorsqu'une personne a quelque chose à dire, que ce soit dans un établissement médical ou dans un poste de police, il faut l'écouter et laisser de côté ses idées préconçues. Peu importe la situation, il faut d'abord et avant tout offrir un service à cette personne et la soutenir.

Il faudra beaucoup d'investissements dans ce domaine. Sans d'importants investissements dans ce type de formations, je crois que les recommandations relatives à l'ombudsman resteront inutiles, parce qu'il s'agit de signaler un enjeu important. Les gouvernements provinciaux et fédéral doivent s'assurer que, lorsqu'un problème est signalé, tout le monde l'examine de la même façon.

La sénatrice Hartling : Monsieur Goodon, aviez-vous quelque chose à ajouter à titre de représentant de votre groupe?

M. Goodon : Je vous remercie également de la question, madame la sénatrice. Comme je l'ai dit plus tôt, je remplis différentes fonctions. Je vais parler brièvement de l'importance d'un logement sûr et sécuritaire.

Je me sens très privilégié de pouvoir faire ce que je fais, sachant que les besoins sont dix mille fois plus importants que notre capacité à y répondre. Lorsqu'on a des logements sûrs, bien chauffés et au sec, les enfants réussissent mieux à l'école et reçoivent une bonne éducation, à long terme, et les familles vivent dans une plus grande sécurité; certains problèmes vécus par nos familles et nos collectivités s'atténuent, sans disparaître complètement.

Un ami m'a déjà demandé — c'était dans les années 1980 ou 1990; les choses sont différentes aujourd'hui — « Pourquoi les gens ont-ils du mal à comprendre que les politiques de notre communauté ressemblent à celles de pays du tiers-monde, alors que nous vivons dans des conditions dignes du tiers-monde? »

Pour en revenir à l'ombudsman, il est également important d'agir en fonction de la collectivité et de répondre à ses besoins. Il faut mettre en place un réseau quelconque. Il est essentiel

jurisdictions. It's like having the ability to be judged by your peers if you're before a court. The people who know us best are the people who know what our needs are.

Senator Prosper: Thank you, Grand Chief Gull-Masty and Minister Goodon, for your testimony, for coming before us and for sharing your views on this important question of the ombudsperson and tribunal.

I believe, Minister Goodon, you mentioned the word "integrity," and that this process has to have a certain sense of integrity.

Grand Chief Gull-Masty, thank you for sharing the story about your travels to get an education in Montreal, and for sharing that sense of community that was beneficial to you and, I would imagine, beneficial to many people who are travelling far from their communities.

Minister Goodon, you talked about the process being community-driven and community-responsive. When I think about community and about a mechanism or an institution like a tribunal, I think about the importance of establishing good relationships to allow for recommendations and to have, at least, some hope of having some substance to it. Grand Chief Gull-Masty, you mentioned that we don't want to have hollow recommendations.

Keeping in mind the sense of community, the word "integrity" and the reliance on developing good relationships, is there anything you would like to add that comes to mind?

Ms. Gull-Masty: Thank you. It's a pleasure to meet you, senator.

I've seen so many progressive things come out of the federal government. Recently, I feel like there have been huge steps forward to respond to Indigenous peoples. The key word that you're using is "integrity." That integrity component is essential for First Nations. I'm looking to ensure that although there are huge steps being taken, there has to be that component of measuring the response, measuring the success and celebrating the success.

There's always a focus on the huge cost of implementing or undertaking something, but you can only justify costs if you've measured why you've assumed those costs. I don't think this process is something that's hollow. I do believe there has to be a mechanism in place that will allow for you to identify key indicators of the success of the role, and having that independent body's report and comment on how things have shifted in their landscape and how their narrative is being heard differently. I believe that's important as well. That takes it right back to integrity, knowing that the structure you have created is responding to something and is having an impact.

d'avoir des réseaux qui transcendent les administrations. C'est comme pouvoir être jugé par ses pairs devant un tribunal. Les gens qui nous connaissent le mieux sont ceux qui connaissent nos besoins.

Le sénateur Prosper : Merci, grande cheffe, et merci, monsieur le ministre Goodon, d'avoir témoigné devant nous et de nous avoir fait part de vos points de vue sur la question importante de l'ombudsman et du tribunal.

Je crois, monsieur le ministre Goodon, que vous avez parlé d'intégrité et que vous avez dit que ce processus doit avoir une certaine intégrité.

Grande cheffe Gull-Masty, je vous remercie de nous avoir raconté que vous deviez faire de longs déplacements pour venir étudier à Montréal et que le sentiment d'appartenance à une communauté vous a été bénéfique et l'a été, j'imagine, pour de nombreuses personnes qui se déplacent loin de leur communauté.

Monsieur le ministre Goodon, vous avez dit que le processus doit être axé sur la communauté et répondre à ses besoins. Lorsque je pense à la communauté et à la mise sur pied d'un mécanisme ou d'une institution comme un tribunal, je crois qu'il est important d'établir de bonnes relations pour faire des recommandations qui s'accompagnent, du moins, je l'espère, de mesures concrètes. Madame Gull-Masty, vous avez dit que vous ne voulez pas de recommandations inutiles.

En gardant à l'esprit le sens d'appartenance à une communauté, le concept d'intégrité et le fait de compter sur de bonnes relations, aimeriez-vous ajouter quelque chose?

Mme Gull-Masty : Merci. C'est un plaisir de vous rencontrer, monsieur le sénateur.

J'ai bien vu que le gouvernement fédéral a pris de nombreuses mesures progressistes. Tout récemment, j'ai l'impression que l'on a fait des pas importants afin de répondre aux besoins des peuples autochtones. Vous avez employé le mot clé « intégrité ». Le concept d'intégrité est essentiel pour les Premières Nations. Même si on a fait des pas importants, je veux m'assurer qu'il y ait une façon d'évaluer les interventions et les réussites et de les célébrer.

On met toujours l'accent sur les coûts importants de la mise en œuvre ou de la réalisation de quelque chose, mais on ne peut justifier les coûts que si l'on a évalué pourquoi il fallait les assumer. Je ne crois pas que ce processus est inutile. Je crois au contraire qu'il est nécessaire d'avoir un mécanisme qui permet de cerner les indicateurs clés de l'efficacité du rôle en question et d'avoir un organisme indépendant qui fait rapport et formule des commentaires sur l'évolution de leur environnement et la façon dont leur récit de vie est vu différemment. Je crois que c'est tout aussi important. Cela nous ramène au concept d'intégrité, dans le sens où la structure créée répond à des besoins et a des répercussions.

This is something that I'm looking for, but I'm also looking to celebrate the successes. This is what allows First Nations people to know that things are changing for them, that their voices are being heard, that data-driven measurements are in place and that they can celebrate the success — not only for themselves, but with Canadians at large. I think that everybody has to succeed when somebody is advancing or moving forward.

The Chair: The time for this panel is now complete. I wish to, again, thank all of our witnesses for joining us today. I remind you that if you wish to make any subsequent submissions, please submit them by email to our clerk within one week from today.

Thank you, senators. This brings us to the end of our meeting.

(The committee adjourned.)

C'est ce que je recherche, mais je souhaite également célébrer les réussites. Ce qui permet aux membres des Premières Nations de savoir que les choses changent pour eux, c'est le fait que leurs voix sont entendues, que des mesures fondées sur les données sont en place et qu'ils peuvent célébrer les réussites, non seulement pour eux-mêmes, mais avec les Canadiens en général. Je crois que tout le monde est gagnant chaque fois qu'une personne avance et progresse.

Le président : La période prévue pour ce groupe est maintenant terminée. Je souhaite, une fois de plus, remercier tous les témoins qui se sont joints à nous aujourd'hui. Je vous rappelle que, si vous souhaitez présenter d'autres observations, vous devez les envoyer par courriel à notre greffière d'ici une semaine.

Merci aux sénateurs et aux sénatrices. C'est ce qui met fin à la réunion d'aujourd'hui.

(La séance est levée.)
